



PRIMATURE

REPUBLIQUE DE GUINEE

PRIMATURE

COMITE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA

SECRETARIAT EXECUTIF



Stratégie nationale de plaidoyer/Droits humains pour l'amélioration des résultats en matière de santé liés au VIH

Pour les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les travailleurs du sexe et les personnes vivant avec le VIH et le sida en Guinée



Préface

Depuis le début de l'épidémie du sida, la stigmatisation et la discrimination ont alimenté la transmission du VIH et ont largement aggravé les répercussions négatives de cette épidémie.

La stigmatisation ainsi que la discrimination liées au VIH continuent à se manifester dans tout le pays et dans toutes les régions et constituent des obstacles majeurs à la prévention de nouvelles infections, à l'atténuation de l'impact et à la fourniture d'une prise en charge, d'un soutien et d'un traitement adéquats.

Ces deux faits sont provoqués par toutes sortes de facteurs particulièrement une mauvaise compréhension de la maladie, les mythes concernant la transmission du VIH, l'insuffisance de l'accès au traitement, la manière dont les médias parlent de l'épidémie, le fait que le sida soit incurable, ainsi que les préjugés et les craintes liés à un certain nombre de questions sensibles d'ordre social comme la sexualité, la consommation de drogues, la maladie et la mort.

Les victimes de la stigmatisation et de la discrimination restent en tout premier lieu les personnes vivant avec le VIH et d'autres populations à risque notamment les professionnelles du sexe et les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes. La stigmatisation et la discrimination conduisent généralement à d'autres violations des droits de l'être humain, ce qui affecte fondamentalement le bien-être de ces personnes. Toutefois ces personnes doivent pouvoir vivre et recevoir compassion et soutien de notre part et des communautés au sein desquelles elles vivent.

Des actions de plaidoyers sont plus que nécessaires pour favoriser la prise de décision et d'action favorable à un changement d'attitude vis-à-vis des victimes de discrimination.

Nous saluons fortement l'élaboration du présent guide qui permettra de mettre en œuvre les stratégies en vue de ce changement.

Au nom de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Monsieur Mamady YOULA, Président du Comité National de Lutte contre le Sida et au nom du Secrétariat Exécutif du CNLS, nous remercions tous les partenaires notamment le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et PSI/Guinée ainsi que toutes les personnes qui ont contribué à l'élaboration de ce présent guide.

Secrétaire Exécutif du Comité
National de Lutte contre le Sida



Secrétaire
Exécutif

Abass DIAKITÉ



Contenu

Préface	1
Liste des Abréviations et des Acronymes	3
Introduction	4
1. Qu'est-ce que le Plaidoyer ?	5
Défis pour une stratégie de plaidoyer significative.....	7
Stratégie de défense des droits de l'homme, Théorie du changement.....	8
Domaine 1. RENFORCER LA CAPACITÉ INTERNE DES POPULATIONS CLES.....	9
Participation aux organisations des PC et à la défense des intérêts	10
Formation des médias pour les Populations clés.....	11
Formation juridique et services pour les dirigeants et les membres des PC.....	11
Formation sur le conseil et la médiation familiale	12
PC et PVVIH, visibilité.....	12
Domaine 2. BASE DE CONNAISSANCE AMÉLIORÉE SUR LE DROIT ET LES DROITS DE L'HOMME EN CE QUI CONCERNE LES PC ET LES PVVIH	14
Domaine 3. PLAIDOYER EN ACTION	16
PRINCIPALES QUESTIONS DE PLAIDOYER POUR LES PC ET LES PVVIH.....	27
Conclusion	30

Liste des Abréviations et des Acronymes

AI	Amnisty International
CEFM	Mariage Forcé Précoce des Enfants
FGM	Mutilation Génitale Féminine
TFS	Travailleur Féminin de Sexe
GdG	Gouvernement de Guinée
HIV	Virus Immuno Déficience Humaine
ICCPR	Convention Internationale sur les Droits Civiles et Politiques
PC	Population Clé
LGBT	Lesbienne, Homosexuel, Bisexuel et Transgenre
HSH	Hommes ayant des rapports sexuels avec des Hommes
ESCOMB	Enquête de Surveillance Comportementale et Biologique
OPROGEM	Bureau pour la Protection du Genre, des Enfants et des Morales
PVVIH	Personne Vivant avec le VIH et le SIDA
REGAP+	Réseau Guinéen d'Associations des Personnes Séropositives
SOGI	Orientation Sexuelle et Identité du Genre
TS ou SW	Travailleurs du Sexe
UNDP	Programme des Nations Unies pour le Développement

Introduction

Partout dans le monde, les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes (HSH) et les travailleurs du sexe (TS) sont les plus vulnérables au VIH, près de la moitié de toutes les nouvelles infections se produisant parmi ces groupes. Parallèlement, les HSH et les TS font face à une stigmatisation et à une discrimination sociale sévère et, de ce fait, sont les plus marginalisés en termes d'accès aux produits et services liés au VIH. Les préjugés et la discrimination figurent parmi les plus grands obstacles à l'accès aux services et aux produits contre le VIH auxquels sont confrontés les HSH et les TS ainsi que les PVVIH. Cependant, une attention particulière a été accordée à la vulnérabilité au VIH de ces populations clés (PC) en Guinée.

Bien que les interventions ciblées et adaptées du secteur de la santé à l'échelle mondiale (y compris les tests, les interventions comportementales, l'échange de seringues, l'augmentation de la disponibilité des préservatifs et des lubrifiants, etc.) constituent un élément essentiel de la réponse à leur vulnérabilité, l'auto-actualisation nécessaire pour s'engager systématiquement dans les comportements de recherche de santé est également important. Assurer la pleine jouissance des droits de l'homme pour les membres des PC et pour les PVVIH devient un impératif de santé publique.

Objectif stratégique 4 du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial / GFATM) pour 2012-2016 souligne la place centrale des droits de l'homme dans la lutte contre le VIH. Il appelle à «des investissements accrus dans des programmes visant à éliminer les obstacles liés à l'accès aux droits de l'homme» aux services liés au VIH. L'objectif stratégique 4.3 indique que le Fonds mondial n'appuie pas les programmes portant atteinte aux droits de l'homme. En d'autres termes, les activités doivent interrompre les modèles de sexisme, d'homophobie, de stigmatisation et de discrimination liées à la santé plutôt que de les appuyer. Cela peut être un vrai défi, étant donné que les valeurs guinéennes en général sont intolérantes envers l'homosexualité et le travail sexuel, et souvent rudes envers les PVVIH. Les responsables de la mise en œuvre du projet doivent être constamment vigilants pour reconnaître les préjugés structurels qui perpétuent les violations des droits humains et la stigmatisation sociale contre les PC. Par exemple, les programmes ciblant les PC qui ne traitent pas de l'homophobie parmi le personnel de mise en œuvre ou qui encouragent des jugements sévères sur le travail du sexe portent atteinte à la dignité de leurs bénéficiaires visés, ne réussiront pas à attirer et à conserver des clients et s'avéreront finalement inefficaces.

La Stratégie nationale de Guinée pour la prévention combinée du traitement des populations clés 2015 à 2017 reconnaît que les HSH et les TS ont été négligés dans les efforts nationaux de prévention du VIH et que cela doit changer. Article 12 de 2009¹

La loi guinéenne sur la santé et les droits en matière de reproduction rend manifeste l'engagement du gouvernement de la Guinée (GdG) à répondre aux besoins des PVVIH en matière de santé et de droits humains et l'article 8 stipule que les campagnes d'éducation VIH doivent inclure des activités répondant aux besoins des personnes, tout en reconnaissant les dommages liés au VIH inhérents aux inégalités entre les sexes². La loi

¹ Estimations préliminaires basées sur des pays sélectionnés qui utilisent soit des analyses publiées des modes de transmission, soit des estimations de nouvelles infections à partir des estimations de la prévalence du VIH et de la taille de la population clé, soit des modes de transmission déclarés à partir de diagnostics notifiés.

Organisation mondiale de la Santé, Prévention, diagnostic, traitement et prise en charge du VIH pour les populations clés. (WHO / HIV / 2014.8, juillet 2014).

Ce document de stratégie se concentre sur les HSH et les TS, bien qu'il existe d'autres groupes de PC en Guinée identifiés par le GdG et l'ONUSIDA.

La Stratégie du Fonds mondial 2012-2016: Investir pour l'impact. N° de réf.: Np, n.d. Impression.

Stratégie Nationale de Prévention Combinée et de Traitement Envers les Populations Clés, 2015 -2017, p. 9.

² *La campagne nationale ...sur le VIH...doit être adaptée à...l'orientation sexuelle des différents groupes cibles... et promouvoir l'acceptation et l'intégration des PVVIH et des groupes vulnérables et marginalisés au sein des communautés.* HIV Law, Article 8, sections b and f.

précise également que c'est la responsabilité du gouvernement de lutter contre la stigmatisation et la discrimination auxquelles font face les PVVIH et de promouvoir l'acceptation des PVVIH et d'autres groupes marginalisés au sein de leurs communautés. L'article 29 garantit le traitement médical du VIH à ceux qui en ont besoin. L'article 12 garantit que ceux qui fournissent des informations et des services sur le VIH doivent le faire «sans distinction de sexe ou de statut social».

Dans sa note succincte de présentation pour le cycle de subventions 2015-2017 du Fonds mondial, le GdG a accordé la priorité à la réduction de la transmission du VIH parmi les HSH et les TS. Il reconnaît l'indivisibilité d'une stratégie de prévention du VIH réussie pour les PC et la mise en œuvre d'un programme robuste pour améliorer et assurer la protection des droits de l'homme. La note succincte de présentation appelait également à la pleine participation des organisations de PC à la riposte au VIH. Cette approche témoigne d'un engagement profond de la part du GdG à contrôler l'épidémie de VIH au moyen d'une stratégie combinée qui utilise plusieurs approches éprouvées, y compris l'autonomisation, l'engagement et le renforcement des capacités du leadership de PC.

L'objectif de cette Stratégie de défense des droits de la personne est de réduire les obstacles aux services et aux produits liés au VIH pour les HSH, les TS et les PVVIH d'ici décembre 2017 en améliorant l'environnement des droits humains de ces groupes. Ce document propose un chemin pour atteindre cet objectif en décrivant les différentes façons dont le droit, les politiques, la stigmatisation et la discrimination réduisent l'accès aux services VIH par les PC en Guinée et proposent une stratégie pour le démantèlement de ces obstacles. Cette stratégie offre une feuille de route pour dynamiser la lutte de la Guinée contre l'épidémie du VIH et sa quête pour établir l'état de droit de tous ses citoyens jusqu'aux plus marginalisés.

Les bénéficiaires principaux de ce document de stratégie sont les principaux récipiendaires de la subvention actuelle du Fonds mondial pour les PC: Population Services International (PSI) et le CNLS guinéen sont ceux qui ont la responsabilité première de la mise en œuvre de cette stratégie. En outre, les organisations qui servent les PC, les réseaux de PVVIH et les sous-bénéficiaires des droits de l'homme / défense des droits (FR) - la Fraternité Médicale de Guinée, SOLTHIS et AGUITEB - trouveront également ce document comme un plan important pour le travail à venir. Parmi les autres publics intéressés figurent la CCM guinéenne (Instance de Coordination nationale), divers ministères responsables de la santé et des droits de l'homme, ainsi que d'autres ONG partenaires et alliés stratégiques.

1. Qu'est-ce que le Plaidoyer ?

Quelques définitions

Le plaidoyer concerne le changement. Il s'agit d'un processus par lequel un ensemble d'acteurs assimilés essaie d'influencer des individus ou des institutions dont les décisions, les politiques ou les pratiques ont un pouvoir ou un impact sur leur vie.

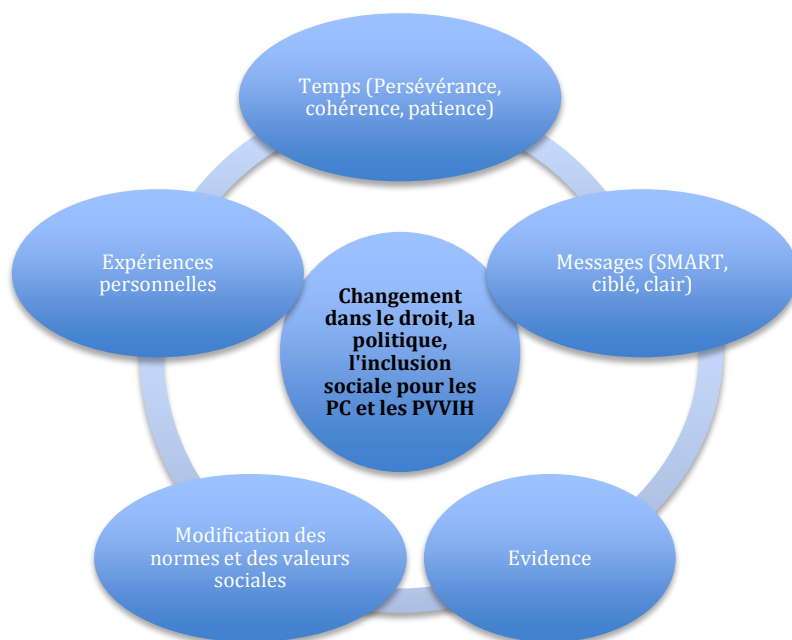
Le plaidoyer se fait à plusieurs niveaux. Le plaidoyer pour les PC peut se concentrer sur les politiques, pratiques, attitudes et comportements des différents secteurs cibles (agents de la loi, médias, fonctionnaires locaux, dirigeants religieux, etc.) qui peuvent être efficacement influencés aux niveaux national, sous-national et / ou local .

Les stratégies de plaidoyer peuvent être multidimensionnelles. Ils peuvent inclure des campagnes de rédaction de lettres, des événements publics, des campagnes médiatiques et l'engagement en face à face avec les décideurs, ce qu'on appelle habituellement le lobbying. Le plaidoyer doit être basé sur des preuves solides, des histoires convaincantes et des faits mortels³. (Voir la zone de texte 4 pour plus d'exemples et d'approches de plaidoyer qui pourraient être utiles pour les PC en Guinée).

Le plaidoyer devrait être «dirigé par les constituants», alors que les alliés peuvent parfois préconiser «au nom de» des groupes marginalisés comme les PC, en particulier lorsqu'il est risqué pour eux de le faire eux-mêmes. Les perspectives et les objectifs de plaidoyer des personnes concernées doivent toujours être prioritaires. Bien que les HSH, les PVVIH et les TS ne soient pas toujours prêts pour la visibilité que le plaidoyer implique souvent, il incombe à leurs alliés de rechercher systématiquement leur approbation et leurs perspectives et de chercher des moyens sûrs de promouvoir leur visibilité dans le processus de plaidoyer.

Le plaidoyer prend du temps. Les rouages du changement politique et social peuvent se transformer très lentement (même s'ils accélèrent quelquefois de façon surprenante). Le droit formel guinéen a ses racines dans la jurisprudence française du XIXe siècle et les origines du droit traditionnel guinéen sont encore plus anciennes. Les opinions et les valeurs relatives à la sexualité, au genre, à la maladie et à d'autres questions liées aux convictions sur les droits de l'homme et les droits de la personne sont profondément enracinées. Les défenseurs des droits de l'homme et de l'inclusion sociale de PC doivent être prêts pour des campagnes de plaidoyer progressives qui identifient et utilisent des repères pour mesurer les progrès à long terme.

Schéma 1



³ Les faits tueurs "sont irréfutables, quelque peu dramatiques, des morceaux de données qui sont destinés à changer l'opinion et développer un soutien pour un problème. Ils sont censés surprendre, humaniser, juxtaposer et montrer l'absurdité de la mauvaise législation, la politique ou la pratique. Dans le cas de PC les faits tueurs incluent «HSH en Guinée ont le taux de séroprévalence du VIH le plus élevé de tout groupe près de 57%», ou «Globalement, les travailleurs du sexe ont 75% de probabilité de subir la violence sexuelle à un moment donné de leur carrière. Pour en savoir plus sur les «faits tueurs», voir <https://oxfamblogs.org/fp2p/how-to-write-killer-facts-and-graphics-what-are-your-best-examples/>).

Les succès de plaidoyer sont souvent liés aux relations et aux expériences personnelles de la cible. Les opinions sur les groupes marginalisés et la validité des revendications de droits de l'homme pour les PC changent lorsque ces personnes ont des expériences positives avec les membres des PC. Le plaidoyer doit impliquer la décomposition des mythes, l'humanisation et la mise en évidence des expériences vécues des PC par des visites, des lettres, des appels téléphoniques et le déploiement de relations personnelles entre les dirigeants des PC et les législateurs, les journalistes, les dirigeants des institutions chargées de l'application de la loi et les autres décideurs pendant une certaine période.

Le plaidoyer est à la fois personnel et politique. Il reconnaît que les individus ont des opinions profondément personnelles, fondées souvent sur la religion ou la culture, sur les PC et que changer ces opinions exige de changer des valeurs profondément enracinées. Il reconnaît et utilise à la fois le fait que les médias, les chefs religieux et les institutions politiques ont des engagements éthiques, juridiques et constitutionnels, ainsi que des impératifs politiques et financiers au-delà des croyances personnelles des individus et que cela influencera aussi les actions et la prise de décision.

Le plaidoyer se réfère habituellement à l'influence des décideurs et des institutions influentes au-dessus du niveau des ménages. Le terme «plaidoyer» n'est généralement pas employé lorsqu'il s'agit d'éduquer ou de changer les opinions des individus. Le plaidoyer a normalement un «objectif de changement de politique».

Éviter le jeu

La dernière décennie de plaidoyer en matière de droits sexuels en Afrique a vu des progrès importants. Des pays comme le Botswana, le Malawi, le Mozambique et l'Afrique du Sud ont fait des progrès considérables pour assurer les droits des HSH et des Travailleurs du sexe. Malheureusement, d'autres pays, notamment le Burundi, le Nigéria et l'Ouganda, ont réagi violemment en promulguant des lois qui augmentent les peines pour un comportement consensuel de même sexe, restreignent la liberté d'expression et rendent même le militantisme des droits sexuels criminel. Certaines de ces mesures ont été prises en réponse à des campagnes de plaidoyer locales et internationales. Les campagnes de plaidoyer des PC doivent être toujours vigilantes face au discours public en évolution sur les questions des PC, évité de multiplier par inadvertance la violence - physique ou verbale - et être prêts à couler avec des opportunités politiques de dialogue et de changement. Mais surtout, si un certain niveau d'exposition et un discours social sur les questions de PC sont inévitables et nécessaires, tous les efforts doivent être faits pour que les efforts de plaidoyer ne se traduisent pas par des campagnes négatives de détracteurs, des propositions de lois plus sévères, des paniques sexuelles⁴ ou une vulnérabilité individuelle accrue des membres des PC.

Défis pour une stratégie de plaidoyer significative

Le concept des droits sexuels⁵ en Afrique a trop souvent été formulé en termes de valeurs «indigènes» ou «étrangères», comme étant «en dehors» des traditions locales et comme représentant le changement «imposé» par les donateurs occidentaux et les élites mondiales du pouvoir. L'opposition au changement social sur les

⁴ Les paniques sexuelles sont hyper-médiatisées, périodes exagérées d'une attention accrue à l'immoralité sexuelle, généralement générées pour détourner l'attention d'autres questions socio-économiques pressantes. Le terme a été popularisé par des écrivains féministes, y compris Pat Califa et Gayle Rubin

⁵ Les droits sexuels peuvent être définis comme le large éventail des droits de l'homme associés à l'orientation sexuelle, à l'identité, à la vie privée, au plaisir, à la sûreté et à la sécurité liés au corps sexuel et à la liberté ainsi que l'absence de discrimination fondée sur les choix sexuels chez les adultes consentants.

questions liées aux HSH, aux TS et aux PVVIH est souvent expliquée par des mots comme «culture» ou «tradition», au contraire, le mouvement pour les droits sexuels doit être compris dans le contexte de la culture, de la tradition et de la vaste capacité d'adaptation, d'inclusion et de dignité de la société guinéenne. Dans ce travail culturel, les communicateurs traditionnels (griots, par exemple) peuvent jouer un rôle important dans l'interprétation et l'historicisation de la sexualité et des identités de genre dans des contextes traditionnels.



Les droits des femmes, des HSH et même des PVVIH sont parfois faussement définis comme des «droits spéciaux» et le financement des PC est considéré comme un détriment des ressources disponibles pour les autres groupes marginalisés. Dans des pays comme le Cameroun et la Côte d'Ivoire, par exemple, la stigmatisation à l'encontre des TS et HSH signifiait que les bourses accordées aux organisations qui fournissaient des services VIH aux travailleuses du sexe et aux HSH étaient considérées négativement par

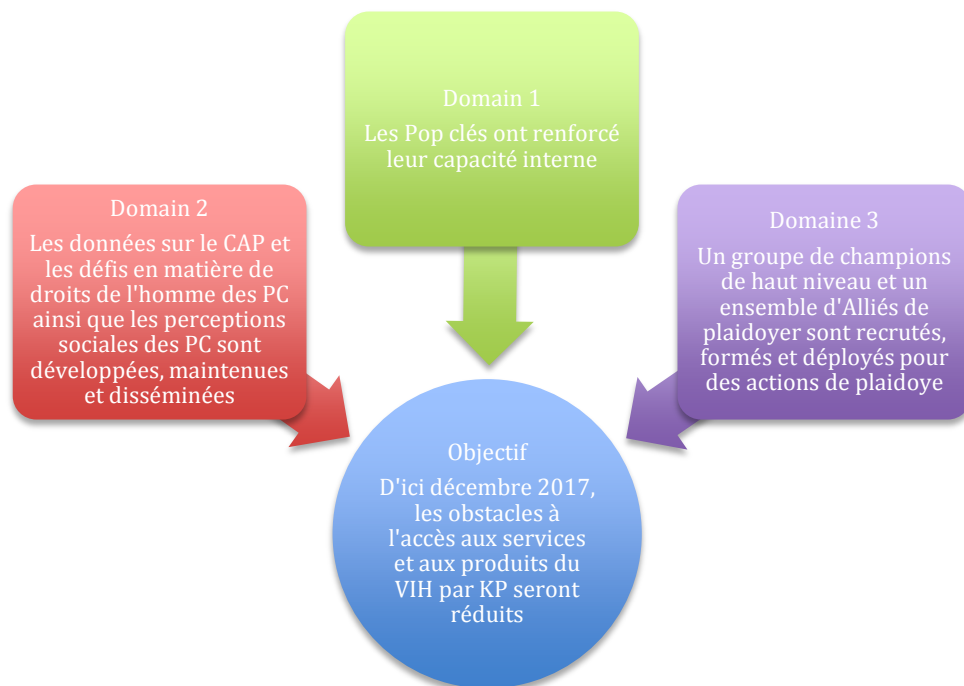
la communauté, les fonctionnaires et même d'autres activistes.

La tolérance et la diversité sont en fait les fils qui renforcent le tissu d'une démocratie forte et d'un programme de santé publique robuste. La marginalisation des PC contredit non seulement les principes des droits de l'homme, mais aussi une bonne politique de santé publique. Le président John F. Kennedy a dit une fois, "une marée montante soulève tous les bateaux". L'attention accrue accordée aux besoins en matière de VIH et de droits de l'homme des PC améliore la santé de la nation et garantit en outre la promesse de l'état de droit pour tous les Guinéens.

Stratégie de défense des droits de l'homme, Théorie du changement

L'objectif de cette stratégie est de réduire les obstacles aux services et aux produits liés au VIH pour les HSH, les TS et les PVVIH d'ici décembre 2017 en améliorant l'environnement des droits de la personne. Cette stratégie propose de le réaliser à travers trois approches, qui sont définies dans les domaines de changement ci-dessous:

Schéma 2



Domaine 1. RENFORCER LA CAPACITÉ INTERNE DES POPULATIONS CLES

Une stratégie de plaidoyer réussie commence par l'amélioration de la capacité des organisations de PC et du leadership. Les membres des PC seront toujours les défenseurs les plus efficaces des questions relatives à leur vie et doivent déterminer les objectifs, le rythme et les approches des actions de plaidoyer grâce à leur visibilité personnelle, à leur rayonnement, à leurs relations personnelles et à s'engager dans le débat public chaque fois qu'ils le peuvent. Les mesures suivantes peuvent être prises pour améliorer le leadership et la capacité organisationnelle des PC afin de les aider à défendre plus efficacement.

Soutenir un leadership audacieux et significatif dans les communautés des PC.

Il existe actuellement des organisations représentant chacune des trois communautés de PC qui sont au cœur de cette stratégie. L'Association des Jeunes Filles Dévouées de Taouya travaille avec des PS principalement dans la région de Conakry. REGAP + est une organisation constituant des groupes de PVVIH dans tout le pays. Arc-en-Ciel est la seule organisation formelle des HSH en Guinée, fournissant de l'assistance et des services aux homosexuels et bisexuels, principalement à Conakry. Dans un pays aussi grand que la Guinée, il y a suffisamment de place pour que ces organisations élargissent leur champ d'application géographique, ainsi que pour que de nouvelles organisations desservant les HSH, les PVVIH et les TS puissent émerger et s'épanouir. Ces trois organisations expriment le besoin de renforcement des capacités.

Le projet devrait fournir de la formation, du soutien et du financement qui aideront ces trois organisations à :

- S'inscrire officiellement auprès du gouvernement de la Guinée;
- Etablir des bureaux sûrs et fonctionnels à Conakry, avec au moins 2 à 3 employés rémunérés (directeur exécutif, gestionnaire de programme, administrateur, par exemple) pour les groupes qui ne les ont pas actuellement;
- Commencer à établir des antennes et des programmes en dehors de Conakry;
- Assurer une formation organisationnelle de base pour le personnel et les principaux dirigeants bénévoles;

- Établir et former des conseils d'administration fonctionnels, élaborer des règlements administratifs et organiser des réunions annuelles;
- Élaborer et maintenir des listes sécurisées d'adhésion et de contact - essentielles pour développer leur base de soutien, communiquer avec les mandants et mettre en œuvre des campagnes efficaces de plaidoyer.

L'inclusion des PC dans tous les aspects du VIH concernant la planification et la mise en œuvre dans le pays est essentielle. Il est louable de constater l'engagement profond du gouvernement de la Guinée envers les droits de l'homme pour des PC et l'inclusion des PVVIH représentés au Comité National pour la Lutte contre le SIDA (CNLS) et qu'ils soient aussi avec les HSH et les HSH représentés au Mécanisme de Coordination Pays (CCM). Tous les efforts doivent être faits pour que cette représentation ne soit pas «symbolique», mais qu'elle soit habilitée, audacieuse et transformatrice. Pour ce faire, le projet devrait assigner un mentor à chaque représentant des PC au CNLS et au CCM pour les aider à préparer les réunions, à représenter plus efficacement leurs électeurs et à mieux gérer toute stigmatisation et discrimination qui se produisent au sein de ces organismes.

Participation aux organisations des PC et à la défense des intérêts

Les organisations des PC devraient être soutenues dans leurs efforts pour participer aux forums régionaux et sous régionaux africains avec leurs pairs (autres groupes de PC) en dehors de la Guinée. Pour les HSH, cela inclurait la participation à l'International Lesbian and Gay Association-Afrique (ILGA-Afrique), à l'AMSHER (Women's Sexual Health and Rights Imitative) et aux pré-conférences des HSH lors de la conférence internationale semestrielle sur le SIDA et les maladies sexuellement transmissibles en Afrique (ICASA), et les délégations LGBT à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (Commission africaine). Les PVVIH peuvent être soutenues dans leur participation aux associations régionales de personnes vivant avec le VIH / sida telles que le Réseau des personnes africaines vivant avec le VIH (NAP +). Et à participer à ICASA et à d'autres rassemblements pertinents où ils peuvent renforcer les coalitions régionales. Les défenseurs des travailleuses sexuelles guinéennes devraient être soutenus pour participer à l'Alliance africaine du travailleur du sexe (ASWA) (<https://aswaalliance.org>) et au Réseau mondial des projets de travail du sexe (nswp.org).

Ces conférences et groupes régionaux sont des espaces importants de dialogue et d'influence. La Commission africaine est devenue un espace important de dialogue sur les questions liées au VIH, au genre et à la sexualité. Les réunions semestrielles de la Commission offrent d'importantes possibilités de dialogue entre les PC, les groupes de défense des droits de l'homme et les gouvernements. Les PC pourraient être soutenus pour participer aux délégations de la société civile guinéenne à cette réunion ou aux délégations thématiques régionales (LGBT, PVVIH et TS). Le «check-up» régulier des droits de l'homme en Guinée dans le cadre de l'Examen périodique universel de l'ONU (<http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/UPRMain.aspx>) permet également aux PC de collaborer avec d'autres membres de la société civile guinéenne à l'élaboration des réponses à ce rapport et de faire en sorte que les questions des PC soient fermement inscrites dans l'agenda guinéen des droits de l'homme.

Des discussions importantes et parfois transformationnelles entre les Guinéens concernant les questions des PC dans leur pays peuvent parfois être menées plus efficacement en dehors de la Guinée. Les forums sous régionaux et régionaux sur les droits de l'homme, la police, la santé et la gouvernance sont des espaces où les dirigeants des PC peuvent s'adresser aux représentants du gouvernement guinéen ou de la société civile dans un environnement où les contraintes culturelles et les préjugés historiques peuvent être temporairement mis de côté. Dans ces environnements, les normes internationales et régionales des droits de l'homme peuvent servir de base à la discussion, à la négociation et à l'accord.

Formation des médias pour les Populations clés

Les dirigeants des PC devraient recevoir une formation sur la manière d'interagir et d'utiliser au maximum les médias. Cela comprendrait des informations sur l'élaboration de communiqués de presse, la tenue d'entrevues avec les médias, l'utilisation des médias sociaux et la prise de parole en public. Des groupes de médias expérimentés comme InterNews et Search for Common Ground peuvent être invités à développer et à mettre en œuvre des formations pour les PC, spécifiques à l'environnement médiatique guinéen. Il serait également bon pour chaque organisation de PC d'assigner à un membre du personnel le rôle de surveiller régulièrement les représentations des médias et la couverture des questions relatives aux PC.

Formation juridique et services pour les dirigeants et les membres des PC

Les lois guinéennes concernant le travail du sexe, l'homosexualité et le VIH varient dans leur adhésion aux principes des droits de l'homme. Par exemple, le Code pénal guinéen de 1998 ne pénalise pas l'acte de prostitution lui-même, mais pénalise la sollicitation (racolage), le trafic de mineurs et le proxénète, ce qui signifie que les hommes impliqués dans le travail sexuel (clients, proxénètes, trafiquants) sont également coupables en vertu de la loi. Les arrestations ou les poursuites intentées contre des hommes pour avoir participé au travail du sexe sont peu fréquentes⁶. Les travailleurs du sexe eux-mêmes ne sont en principe soumis à l'arrestation que s'ils sont appréhendés en «sollicitant» le sexe d'un client potentiel⁷. Il s'agit d'informations qui pourraient aider à protéger les travailleurs du sexe et à guider leur comportement en s'engageant dans leur commerce.

La violence est un problème majeur pour les travailleurs du sexe. Mais les policiers enquêtent rarement sur les crimes signalés par les travailleuses du sexe et les travailleurs du sexe eux-mêmes deviennent souvent victimes d'abus policiers lorsqu'ils signalent des crimes. Insuffisance dans la compréhension de la loi et d'accès aux conseils juridiques des avocats ou des paras juristes mettent les travailleurs du sexe à la merci d'un système de justice pénale peu sympathique et prévenu.

En ce qui concerne l'homosexualité, la loi est claire, mais presque impossible à appliquer. Sans être pris en flagrant délit (dans la loi), toute arrestation ou poursuite d'un homme accusé d'homosexualité serait fondée sur des ouï-dire, des rumeurs et d'autres «preuves» peu fiables et injustes de l'engagement dans le comportement homosexuel⁸. Comme toutes les lois qui tentent de légiférer sur le domaine très privé de la sexualité humaine et les relations entre les adultes consentants, la loi guinéenne contre l'homosexualité est une invitation à l'extension de la police, le chantage et l'extorsion.

Des campagnes devraient être menées pour sensibiliser les PC et les autres membres de la société (en particulier les responsables de l'application de la loi et les fonctionnaires du secteur de la justice) au sujet du contenu réel de la loi et de ses implications. Trop souvent, les citoyens ne comprennent pas ce qui est en fait une loi pleinement appliquée et ce qui peut être simplement une rhétorique politique présentée dans des discours ou des

⁶ Fraternelle Médicale Guinée, *Analyse comparée des politiques et dispositifs administratifs et juridiques relatifs au VIH/SIDA et à la prostitution* (Conakry, 2007);p 17.

⁷

La notion de «sollicitation passive» donne à la police une marge de manœuvre trop large pour déterminer si la sollicitation est en cours et offre une occasion de harcèlement pour les travailleurs du sexe

⁸

Les tribunaux de d'autres pays ont eu recours à des examens anaux forcés inutiles pour «prouver» l'homosexualité, preuve de l'inapplicabilité des lois qui criminalisent le comportement sexuel consensuel privé

plateformes électorales par un parti ou un autre. Les membres du personnel et les dirigeants bénévoles des organismes des PC peuvent être formés comme para juristes et aider à fournir des conseils et des services juridiques à leurs membres. Il est possible d'encourager les programmes de clinique juridique en vigueur dans le pays à inclure les PC dans leurs populations cibles⁹. Les campagnes Know Your Rights (Connaitre vos Droits renforcent la confiance des individus et des communautés et jettent les bases pour encourager une culture dans laquelle l'état de droit est respecté. Les PC et les PVVIH devraient également recevoir une formation sur la documentation fondamentale sur les droits de l'homme.

Une clinique juridique d'une fois par mois, composée d'avocats ou de para juristes, devrait être offerte pour chacune des trois organisations des PC. De plus, des brochures / manuels peuvent être élaborés pour expliquer les lois relatives à chacun des trois groupes cibles. Ces brochures ne doivent pas seulement cibler les membres des communautés des PC, mais peuvent servir à éduquer les membres des forces de l'ordre, les avocats et les juges, dont beaucoup ne connaissent peut-être pas les lois et leurs interprétations correctes.

Des équipes d'avocats, de travailleurs sociaux et de communicateurs devraient collaborer avec les dirigeants des PC pour élaborer les interprétations les plus récentes et juridiquement valables du nouveau code pénal et de ses relations avec le comportement, l'identité et l'accès à la protection des droits de l'homme¹⁰. Des campagnes (annonces d'intérêt public, brochures, formation, éducation par les pairs, etc.) visant à la fois les PC et d'autres secteurs clés de la société guinéenne sont conçues et mises en œuvre.

Formation sur le conseil et la médiation familiale

Le rejet familial et l'isolement social sont fréquemment des défis rencontrés par les HSH, les PVVIH et les SS, et constituent un obstacle majeur à la capacité de maintenir la santé mentale, la confiance en soi et donc d'utiliser les services VIH. Les PC ont besoin de conseils, de formations et d'interventions sociales pour les aider à réparer les relations avec la famille et la communauté qu'ils ont vécues en raison de leur orientation sexuelle, de leur identité sexuelle, de leur engagement dans le travail sexuel ou de leur séropositivité.

PC et PVVIH, visibilité

L'un des moyens de s'attaquer à l'indifférence et à l'hostilité à l'égard des droits de l'homme pour des PC est de créer des relations personnelles entre les PC et les membres influents de la société. Ces relations peuvent dissoudre les stéréotypes négatifs et former des liens basés sur des valeurs, une culture et une expérience partagées. La large acceptation des droits pour les HSH, les SS et les PVVIH au niveau communautaire en Guinée proviendra vraisemblablement de ceux qui ont des amis, des membres de la famille et des collègues qui sont membres des PC¹¹. Connaître un membre des PC conteste les stéréotypes et humanise les individus qui avaient été considérés jusqu'ici comme «autre», «malade», voire «mauvais». La visibilité de la part des membres des PC est une stratégie de plaidoyer importante. Toutefois, la visibilité crée des risques importants

⁹ JHIPIEFO et ABA ROLI mettent actuellement en œuvre une initiative financée par l'USAID qui fournit des services juridiques gratuits aux victimes des VBG. On pourrait faire pression pour inclure les PC dans leur nombre de cas, d'autant plus que la violence homophobe, la violence à l'encontre des femmes et tout particulièrement les types de violence contre les femmes vivant avec le VIH peuvent être vues à travers une lentille VBG

¹⁰

Une étude menée en mai 2007 par l'Association des Femmes Juristes de Guinée sous les auspices de la Fraternité Médicale Guinée (FMG) est une excellente base pour de futures recherches. Voir «Analyse comparative des politiques et des dispositifs administratifs et juridiques relatifs au VIH / SUDA et à la prostitution

¹¹ Bisi Alimi Foundation and GLAD, *A Closer Look at Nigeria* (January 2014).

pour les membres des PC et ne devrait être entreprise que si la personne et sa famille comprennent pleinement les conséquences possibles.

Les PC devraient être appuyés dans leurs efforts pour défendre leurs droits auprès de leurs élus et fonctionnaires, aux niveaux local, régional et national. Les PC devraient également rencontrer régulièrement des fonctionnaires de l'ONU en Guinée, ainsi que des principales ambassades qui ont manifesté leur attachement aux questions de droits de l'homme pour des PC en Guinée, tels que les ambassades canadiennes, françaises, hollandaises et sud-africaines . Ces relations peuvent se traduire par un financement, des possibilités de déplacement, de formation et un appui politique aux efforts de plaidoyer des PC. Les organisations des PC peuvent initialement avoir de la difficulté à établir ces relations et peuvent être guidées et même accompagnées lors des premières visites auprès du personnel clé des missions diplomatiques.

Domaine 1: Renforcer les capacités des organisations de PVVIH et population clés		
Cibles	Activités financés par le FM	Activités à financer
Associations de PVVIH, membres de REGAP+ et REFIG	Soutien aux observatoires régionaux pour l'accès aux soins HEALTH FOCUS (à travers le territoire national)	
Leaders des associations PVVIH / PS et HSH	Formations sur le leadership transformationnel HEALTH FOCUS	
Leaders des associations PVVIH / PS et HSH	Formations en management et gestion administrative et financière / gestion de projets HEALTH FOCUS	
Leaders des associations PVVIH / PS et HSH	Participations aux conférences internationales ICASA / AFRAVIH et Conférence globale régionales sur le VIH/SIDA et population-clés PSI	
Associations PS et HSH	Etablir des locaux fonctionnels pour l'Association des Jeunes Filles Dévouées de Guinée (AJFDG) et Afrique Arc en ciel (AAEC) SOLTHIS	
Associations PS et HSH	Etablir des documents de base pour la gouvernance, et actualiser les listes de membres plan de plaidoyer des associations AJFDG et AAEC HEALTH FOCUS et PSI	
Associations PS et HSH	Nommer un MSM mentor dans le but d'assurer une participation effective des HSH dans les processus de politique nationale sur le VIH PSI	Nommer un Mentor pour les PS

Associations de PVVIH / HSH / PS	Intégrer un système de veille au sein des observatoires sur le respect des droits humains des PVVIH et population clés HEALTH FOCUS	Formations sur l'usage effectif des médias et réseaux sociaux SOLTHIS
Associations PVVIH / HSH / PS	Formation / Atelier sur la connaissance du système légal et juridique guinéen concernant le VIH, le travail du sexe et l'homosexualité PSI + Champions	

Domaine 2. BASE DE CONNAISSANCE AMÉLIORÉE SUR LE DROIT ET LES DROITS DE L'HOMME EN CE QUI CONCERNE LES PC ET LES PVVIH

La Guinée est en train d'améliorer l'adhésion à la primauté du droit entre ses citoyens et les institutions de l'État. Néanmoins, malgré les efforts déployés par le gouvernement et la société civile, de nombreuses violations des droits de l'homme persistent. Ces questions générales relatives aux droits de l'homme, ainsi qu'un ensemble de défis propres aux PC, doivent être mieux compris, discutés et traités.

Il y a un manque important de documentation sur l'environnement des droits de l'homme pour les PC. Un plaidoyer efficace repose sur des faits et des tendances solides et à jour. Le projet devrait mener ses propres recherches sur les préoccupations en matière de droits de la personne, les besoins en services sociaux et les défis liés au VIH. Le projet devrait également aider les organisations des PC à établir et à maintenir un système simple et convivial pour le signalement et l'enregistrement des allégations de violations des droits de l'homme. Amnesty International ou Human Rights Watch pourraient être invités à travailler en collaboration avec les ONG partenaires locaux et le gouvernement pour effectuer une documentation et une analyse solides des violations systématiques des droits de l'homme fondées sur le sosie, la séropositivité et l'implication dans le travail du Sexe.

Il est tout aussi important de comprendre la perception que le public guinéen a des professionnels du sexe, de l'homosexualité et du VIH / SIDA. Il est également essentiel de comprendre comment les PC et les PVVIH eux-mêmes se penchent sur les questions qui se rapportent à leur vie. Bien que les PC et les PVVIH aient souvent été perçus comme des populations «difficiles d'accès» en ce qui concerne la recherche d'opinion, en particulier dans les pays en développement, les récents développements de la méthodologie de collecte de données fournissent un nombre croissant d'outils à ceux qui cherchent à comprendre les réalités chez les minorités sexuelles, les travailleurs du sexe et les PVVIH¹². Les questions relatives aux attitudes à l'égard des travailleurs du sexe sont actuellement absentes du sondage (Afrobaromètre). Le projet pourrait conclure un contrat avec AfroBarometer ou une autre firme de recherche publique locale / sous-régionale pour continuer à recueillir des données sur les attitudes à l'égard des PC, afin de mieux cibler les messages et d'évaluer les efforts de plaidoyer.

¹² Voir par exemple Williams Institute "Reachable: Data collection methods for sexual orientation and gender identity. <http://williamsinstitute.law.ucla.edu/research/international/reachable-data-collection-methods-for-sexual-orientation-and-gender-identity/#sthash.DpTuoNk8.dpuf>

Un autre sujet de recherche est celui des travailleurs du sexe masculins (TSM) qui, dans la plupart des pays d'Afrique, présentent des taux d'infection plus élevés que les autres HSH¹³ (PSI estime la séroprévalence chez tous les HSH à 56,6% en Guinée, Certains de ces TSM sont des hommes homosexuels et bisexuels, tandis que d'autres sont hétérosexuels. Les raisons de leur engagement dans le travail du sexe sont variées, mais étant donné les taux élevés de séroprévalence chez les membres de ce groupe dans d'autres parties de l'Afrique¹⁴, il est important de déterminer la prévalence du travail sexuel masculin en Guinée et de répondre aux besoins spécifiques de ces personnes en matière de VIH et de droits humains.

L'indice de la stigmatisation des personnes vivant avec le sida devrait être mis en œuvre dès que possible. En outre, le projet pourrait conclure un contrat avec le PNUD pour procéder à **une évaluation de l'environnement légal pour le VIH**¹⁵ pour chacun des deux PC et pour les PVVIH. Le LEA est un processus interactif qui non seulement fournit des analyses juridiques précises et actualisées, mais aussi organise des approches et des acteurs pour contester des lois restrictives ou négatives. Il évaluerait davantage le cadre juridique et politique national de la Guinée vis-à-vis des PC, en utilisant une optique de droits de l'homme, identifiant et examinant toutes les questions juridiques et de droits de l'homme important.

Domain 2: Accroître les données et les connaissances sur les besoins en protection, les droits et devoirs des PVVIH et population clés		
Cibles	Activités financées par FM	Activités non financées
CNLS/ Chercheurs /Réseaux de PVVIH		Mener une étude Stigma Index sur la nature de la stigmatisation et de la discrimination vécue par les PVVIH
CNLS/ Acteurs de la lutte contre le VIH / Chercheurs / Medias / Défenseurs des droits humains / Décideurs politiques / Medias	Etude sur la vulnérabilité socioéconomique des populations clés PSI	
PS / HSH / PVVIH		Connaissez vos droits (causeries éducatives)
Magistrats / avocats / Réseaux des organisations de protection des droits humains/ OPROGEM / Forces de l'ordre / parlementaires / élus locaux et fonctionnaires municipaux	Divulgence de la LOI VIH (ordonnance 055) PSI	

¹³ Ibid.

¹⁴ 14 Baral, Stefan David, Male sex workers: Practices, contexts, and vulnerabilities for HIV acquisition and transmission (Lancet, July 22, 2014).

¹⁵ Lives., Empowered, and Resilient Nations. *LEGAL ENVIRONMENT ASSESSMENT FOR HIV*. Rep. (UNDP, Jan. 2014. Web. 1 June 2016)

PVVIH/HSH/PS	Rencontres trimestrielles entre PVVIH/Population clés et réseaux des ONG de protection des droits humains PSI	
--------------	--	--

Domaine 3. PLAIDOYER EN ACTION

Acteurs du plaidoyer

Les principaux acteurs du plaidoyer seront:

- **PSI et le CNLS**, en tant que bénéficiaires principaux, sont responsables de la mise en œuvre de la stratégie. Le consultant suggère qu'un coordonnateur à temps plein du plaidoyer soit embauché par le projet et qu'il soit basé dans les bureaux de PSI ou détaché auprès d'un des SR.
- **Les groupes de pression des PC et PVVIH** : Arc-en-Ciel Guinée, REGAP +, REFIG et Association des Jeunes Filles dévoué de Taouyah.
- **Sous-récepteurs** : PSI a sélectionné 4 autres ONG partenaires: la Fraternité Médicale Guinée (FMG), la Solidarité Thérapeutique et Initiatives pour la Santé (SOLTHIS), AGUITEB et Health Focus - en tant que sous-bénéficiaires et partenaires chargés de la mise en œuvre quotidienne de la stratégie de plaidoyer de PC.
- De plus, on peut demander à **un large éventail d'autres institutions et particuliers** d'aider à la mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer. Étant donné le nombre croissant de réfugiés LGBT africains fuyant la persécution dans leur pays d'origine¹⁶, le HCR à demander aux Nations unies et l'OIM également de s'engager dans ce travail important.

Principaux champions de la population guinéenne

Il arrive parfois que des groupes marginalisés et socialement vulnérables aient besoin de «prendre du recul» en autorisant les dirigeants de la pensée communautaire et / ou nationale à être visibles en leur nom. Pour ce faire, le 4 mai 2016, PSI a lancé un groupe de défenseurs des droits de l'homme basés sur les Champions pour une génération sans SIDA en Afrique (<http://www.aidsfreechampions.org>). Les champions de la Guinée sont un groupe vénérable d'influents Guinéens et d'Africains de l'Ouest engagés à promouvoir les droits de l'homme pour les PC. Les champions ne sont pas des membres auto-identifiés des populations clés eux-mêmes, mais ils sont des membres respectés de la société guinéenne, avec des connaissances et un engagement envers les droits de l'homme pour des PC dont les voix sont capables de briser le silence sur les questions des PC et d'améliorer l'accès à la pleine citoyenneté, Services et protection des droits de la personne.

¹⁶ The GroundTruth Project. *Forced Out: Africa's LGBT Refugees* | (The Ground Truth Project. N.p., n.d. Web. 01 June 2016).

Le groupe se compose actuellement de chefs d'organismes des Nations Unies, de représentants de la société civile, de dirigeants des droits de l'homme, d'entreprises et d'artistes. PSI espère étendre le groupe à un maximum de 12 personnes. Au moins 50% de ces champions devraient être des femmes, et 25% devraient être des jeunes. Individuellement et collectivement, les champions participeront à des réunions de haut niveau, parleront publiquement, répondront aux demandes de la presse, utiliseront les médias et représenteront généralement les questions des PC au public d'une manière palatine, progressive et favoriseront l'inclusion et la tolérance. Les Champions des PC se rencontreront officiellement deux fois par an et auront amplement l'occasion de discuter, d'apprendre et de s'inspirer du leadership des PC, qui devrait toujours être à la pointe de leurs efforts de défense des droits humains.

Identifier et mobiliser un "milieu mobile"

Le terme «milieu mobile» a été utilisé dans l'Ouest pour désigner le groupe d'individus «raisonnables et persuadables» sur une question donnée. Dans le contexte des droits de l'homme pour les PC et les PVVIH en Guinée, il s'agit de ceux dont les opinions peuvent potentiellement passer d'intolérant à tolérant, dont les perspectives peuvent passer de l'hostilité à l'acceptation au fil du temps et à la suite de bons arguments¹⁷. Un élément clé de la stratégie de plaidoyer de PC de la Guinée doit être de définir qui sont les membres du milieu mobile et quels sont les arguments susceptibles d'influencer leur point de vue.

Selon Afrobaromètre, les personnes les plus tolérantes en matière d'homosexualité sont celles qui ont des études postsecondaires (31% exprimant la tolérance), celles de moins de 25 ans (25%) et les citadins plutôt que les ruraux (27% contre 17%). Ces personnes représentent une base importante pour l'éducation et les efforts de sensibilisation liés aux droits de l'homme des PC.

Utilisation des ressources du projet

Étant donné que ce travail de plaidoyer sera déployé sur une période relativement courte, cette stratégie propose que:

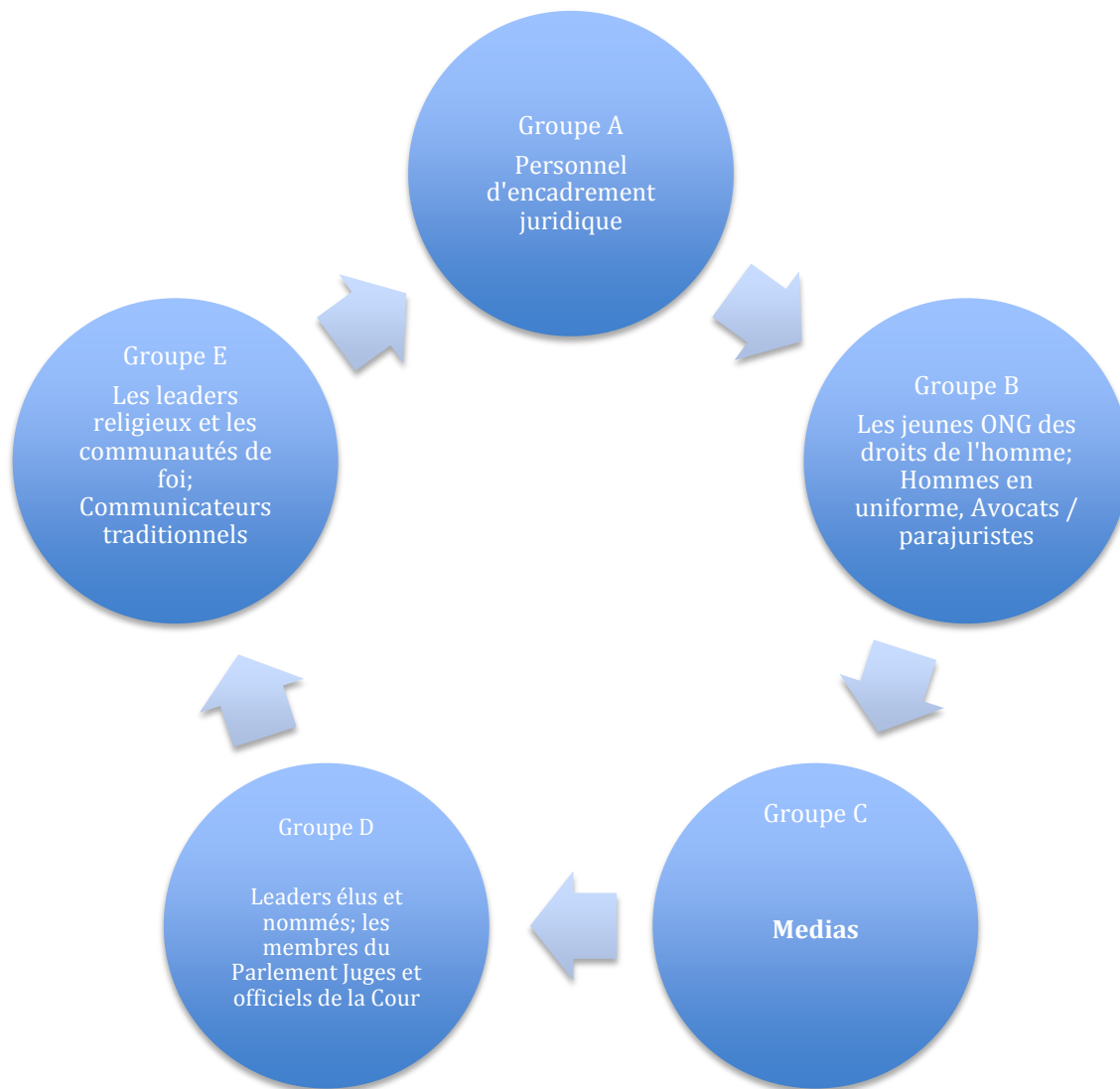
1. Cinquante pour cent (50%) des ressources pour le plaidoyer externe (Domaine 3) se concentrent sur le travail avec les responsables de l'application des lois (Groupe A, ci-dessous). Les membres de la police, de la gendarmerie et des gardes civils sont les représentants les plus visibles de l'Etat dans la vie quotidienne des travailleurs du sexe. Bien qu'ils soient une présence moins omniprésente dans la vie des HSH et des PVVIH, leurs connaissances, attitudes et comportements vis-à-vis des PC peuvent faire la différence entre la répression et l'acceptation, entre la violence et la sécurité, Pour les membres des PC et leurs familles.
2. Vingt pour cent (20%) du financement et des ressources sont orientés vers les «Low hanging fruit» (groupe B). Jeunes, organisations de défense des droits de la personne et avocats / para juristes. Ce sont des groupes qui sont déjà prédisposés à la tolérance et des attitudes progressistes envers les PC et n'ont besoin que de plus amples informations et d'un dialogue franc pour les transformer de détracteurs en alliés.
3. Un autre 20% des ressources devrait être utilisé pour plaider auprès des médias et des journalistes (Groupe C), étant donné leur capacité à atteindre un grand nombre de Guinéens et à influencer les normes sociales.
4. Les ressources restantes (10%) seront appliquées à des stratégies à moyen et à long terme axées sur l'évolution des attitudes, des comportements, des lois et des politiques concernant les PC parmi les fonctionnaires élus / nommés, les médias, les parlementaires et autres législateurs et les chefs religieux. Un travail de plaidoyer lent et régulier avec ces groupes, dont la plupart sont actuellement indifférents ou hostiles aux questions des PC, ne donnera de résultats qu'au fil du temps et avec un dialogue cohérent et patient.

Secteurs cibles

¹⁷ Lasei Rachel, *Moving the Middle on Equality for Gay and Lesbian Americans*, (The Third Way Culture Program, February 2009, p.1.)

Les secteurs cibles ci-après identifiés dans la note succincte du Fonds mondial pour la Guinée ont ensuite été validés lors de l'atelier de plaidoyer de mai 2016. Le changement des attitudes des membres de ces groupes est essentiel pour une amélioration concrète et durable de l'environnement des droits de l'homme pour les PC.

Schéma 3



Groupe A **Fonctionnaires chargés de l'application des lois**

Objectifs: Diminuer la violence perpétrée par les forces de l'ordre vers les PC; Augmenter l'implication des forces de l'ordre dans le référencement des PC aux ressources et aux services sociaux pour VIH; Diminuer la participation de la police au chantage et à l'extorsion des TS et des HSH; Améliorer la compréhension par la police de la loi sur le VIH de 2009 et d'autres textes pertinents relatifs au PC.

Les responsables du secteur de la justice - policiers, gendarmes et officiers de la protection civile - sont la manifestation la plus cohérente de l'Etat dans la vie des travailleurs du sexe et des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, en particulier à Conakry et dans d'autres grandes villes. Les Travailleurs du Sexe interagissent presque tous les jours avec la police, en particulier ceux qui pratiquent le commerce du sexe dans

les rues, les bars ou les hôtels. Ces interactions sont au mieux neutres, mais plus souvent discriminatoires et violentes. Les travailleurs du sexe et leurs défenseurs signalent des coups, des extorsions et des arrestations et des détentions arbitraires de la part de la police et une réticence générale de la police à protéger ou à s'attaquer à la violence des clients et des autres victimes de violence sexuelle. Les responsables de l'application de la loi utilisent parfois la possession de préservatifs comme preuve d'homosexualité, d'engagement dans le travail sexuel ou de séropositivité. Ces hypothèses sont anathématiques pour le travail de prévention du VIH et atteignent l'objectif inverse.

Les HSH interagissent moins régulièrement avec l'application de la loi, mais les interactions sont souvent négatives. Les HSH dénoncent le harcèlement de la police à l'égard de vêtements ou de comportements non normatifs de sexe et la participation fréquente de la police à des programmes d'extorsion et de chantage¹⁸. Cette hostilité entre la police et les PC est particulièrement tragique étant donné leur vulnérabilité commune au VIH (les taux de séroprévalence du VIH chez les personnes en uniforme en Guinée sont estimés à 6%).

L'hostilité envers les PC, qui est devenue endémique parmi les forces de l'ordre de la Guinée, ne peut être résolue facilement. Cette stratégie de plaidoyer espère soutenir un changement de paradigme dans lequel les responsables de l'application des lois réduisent leur tendance à rendre victime les travailleurs du sexe et les HSH et sont encouragés à protéger les travailleurs du sexe et les HSH de la violence, dissuader les châtelains et les extorsionnistes. Services sociaux. Avec l'appui de l'UE et d'autres donateurs, la Guinée évolue vers un modèle de police communautaire qui soutient un modèle de droits de l'homme.

Cette stratégie propose que:

- Les partenaires de plaidoyer soutiennent les ministères concernés dans la formation de formateurs pour les responsables de l'application des lois qui dispensent une formation de sensibilisation sur les questions relatives aux droits de l'homme. Ces formations devraient être intégrées aux programmes de formation et aux programmes d'enseignement de la police existants. Des nouvelles approches basées sur les principes des droits de l'homme sont les meilleures chances d'être intégrées dans les pratiques policières si elles sont considérées comme mandatées par le gouvernement, en l'occurrence le ministère de la Justice, et si elles sont considérées aussi comme faisant partie des stratégies policières évolutives et modernes. PSI et ses partenaires devraient obtenir le soutien de hauts responsables de la police tout en atteignant simultanément le plus grand nombre possible d'agents de police susceptibles d'avoir une interface directe avec les travailleurs du sexe et les HSH. Chaque poste de police n'est pas tenu d'avoir un spécialiste de la protection du genre. Ces personnes ainsi que les policières devraient généralement être ciblées pour la formation, car on pourrait s'attendre à ce qu'elles soient plus sympathiques aux réalités vécues par les TSF.
- Travailler avec **des instructeurs dans les académies de police** du pays afin de s'assurer que (A) des informations précises sur les lois relatives aux PC sont enseignées; B) que la pleine compréhension de la vulnérabilité des Travailleurs du Sexe soit communiquée aux recrues; C) que la loi guinéenne relative au chantage et à l'extorsion est pleinement expliquée afin que la police cesse d'être complice des tentatives de chantage.
- **Ajouter un haut fonctionnaire de l'application de la loi aux Champions des PC.**

Groupe B

¹⁸ Le chantage et l'extorsion des personnes vivant avec le VIH / SIDA et de des TS se produisent régulièrement dans d'autres pays africains. Sa fréquence et son impact devraient être étudiés ici aussi en Guinée

Le groupe B consiste en ce que l'on pourrait appeler «fruit faiblement suspendu» - les gens et les groupes qui ont déjà une orientation en matière de droits de l'homme, une vision du monde généralement progressiste et qui pourrait avoir une attitude libérale envers la sexualité, les droits individuels et la société du changement.

Les jeunes

Objectifs: Accroître l'acceptation et la promotion des droits de l'homme et des droits des PVVIH et de l'inclusion sociale par les organisations de jeunesse; une participation accrue des jeunes des PC et des PVVIH dans les organisations de jeunesse guinéennes.

Les recherches indiquent que les jeunes ont tendance à être plus ouverts que leurs aînés au sujet des droits sexuels. Un sondage effectué au Nigeria indique que plus du double du nombre de jeunes de 18 à 23 ans, accepterait un membre de la famille LGBT par rapport à la moyenne nationale¹⁹. Au Sénégal, plus du double du pourcentage de personnes entre 18 et 29 ans croient que l'homosexualité devrait être acceptée que celles entre 30-49, 50 ou plus. Bien que ce nombre soit encore assez faible (5%), il donne l'espoir que les sociétés africaines deviennent progressivement plus libérales sur les droits des HSH et que les jeunes devraient être considérés comme un objectif transversal pour les efforts de plaidoyer en Guinée.

Cette stratégie propose:

- 5 à 6 rencontres avec des organisations de jeunesse guinéennes pour les encourager à inclure des questions de PC (en particulier les droits des LGBT, la sensibilisation à la violence sexiste, la réduction du stigmatisation du VIH) dans leurs programmes scolaires et les efforts de sensibilisation des jeunes;
- Soutenir financièrement et logiquement la participation visible des organisations des PC et des PVVIH aux conventions et rassemblements des jeunes guinéens.

Organisations et militants des droits de l'homme

Objectifs: Augmenter l'implication des principales organisations de défense des droits de l'homme dans le militantisme pour les droits des PC. Améliorer l'exactitude de l'information liée aux PC dans le rapport annuel des États-Unis sur les droits de la personne. Accroître la visibilité des dirigeants des droits de l'homme sur les questions des PC dans les médias et autres discours publics.

La Guinée a un mouvement dynamique et croissant des droits de l'homme qui devrait être la première ligne de défense pour les groupes marginalisés tels que les HSH, les TS et les PVVIH. Un groupe d'environ 30 OSC nationales et internationales œuvrant dans le cadre d'un groupe de travail sur l'accès à la justice. Le groupe de travail contribue à une plus grande implication et à une plus grande visibilité des OSC dans la réforme du secteur de la justice et fournit des commentaires sur les plans d'action ministériels, l'examen de la période universelle et la réponse de l'État aux élections.

Cette stratégie propose:

- Réunions avec les PC, les PVVIH et toutes les principales organisations de défense des droits humains en Guinée (au moins 7);
- Les organisations des PC et des PVVIH sollicitent l'adhésion à des coalitions de droits de l'homme pour participer activement;
- Rencontres entre les leaders / défenseurs des PC / PVVIH et les ambassades américaines, françaises, néerlandaises et canadiennes, et fourniture d'informations par les PC pour les rapports sur les droits de la personne.

¹⁹ Bisi Alimi Foundation.

Avocats et para juristes

Objectifs: Augmenter le nombre d'avocats capables et disposés à prendre des décisions concernant les atteintes aux droits de l'homme dans le cadre des PC; Améliorer l'accès aux services juridiques par les PC et les PVVIH.

L'ignorance, l'interprétation erronée ou le mépris flagrant de la loi - par les forces de l'ordre et / ou les victimes elles-mêmes - entraînent des résultats médiocres en matière de droits humains pour les HSH, les TS et les PVVIH. Une arrestation, la perte d'un emploi ou un épisode de chantage peut être dévastateur. Bon, souvent de base, les conseils juridiques ne se contentent pas d'accroître l'accès à la justice. Ils peuvent sauver une maison, un emploi, une famille, même une vie. Ils peuvent empêcher un problème de se transformer en crise. Bien que les codes pénaux guinéens aient besoin d'un examen approfondi des droits de l'homme pour les groupes marginalisés, certains aspects de la loi actuelle protègent les PC et les PVVIH contre les violations les plus flagrantes des droits de l'homme. Les lois existantes contre le chantage / l'extorsion sont de bons exemples.

Cette stratégie propose:

- Établir une clinique juridique une fois par mois pour chacun des 2 groupes de PC et pour les PVVIH;
- Au moins une réunion entre PC et la division des droits de l'homme de l'Association du Barreau de Guinée;
- Solliciter la participation pro-bono d'au moins les juristes guinéens dans les ateliers Know Your Rights pour les dirigeants et les organisations de PC / PVVS.

Groupe C

Médias

Objectif: Améliorer la couverture médiatique des questions liées au PC et aux PVVIH afin qu'elle soit moins biaisée, plus factuelle et de plus en plus sympathique à la décriminalisation, à l'inclusion sociale et à d'autres objectifs de plaidoyer des PC / PVVIH.

Dans une étude menée par PSI et le CNLS pour le développement de cette stratégie, il a été noté que certains médias guinéens mettent en évidence une fusion remarquable de l'homosexualité avec la pédophilie, le viol et d'autres crimes sexuels²⁰. Les discussions sur l'homosexualité et le travail du sexe dans les médias guinéens ne respectent généralement pas les principes d'équilibre et d'impartialité, et sont souvent scandaleuses, sensationnalistes et salaces, apparemment destinées à vendre des journaux ou à attirer l'attention des téléspectateurs. Néanmoins, l'analyse d'Afrobaromètre souligne le rôle important des médias comme facteur majeur d'impact sur la tolérance et l'acceptation de la diversité²¹.

La stratégie de plaidoyer proposée pour le travail avec les médias se compose de:

- 5 à 6 rencontres entre les champions et les propriétaires de médias / comités de rédaction.
- 2 à 3 formations pratiques d'une journée avec des journalistes des médias imprimés, en ligne et radio, menées par des spécialistes des médias, à savoir InterNews.
- Des communiqués de presse réguliers (2 -4 annuellement) ont été envoyés aux médias guinéens sur les questions d'actualité des PC / PVVIH en Guinée ou dans la région, à savoir «Le Botswana enregistre l'organisation LGBT», «Amnesty International se prononce en faveur de la dépénalisation du travail sexuel», La criminalisation de la transmission du VIH considérée comme une violation des droits humains par l'ONUSIDA

²⁰ Voir par exemple : *Viol et Homosexuality*, Guineeinfo, February 2013

²¹ <http://afrobarometer.org/publications/tolerance-in-africa>

". La distribution de ces communiqués de presse (et le suivi connexe) fournira aux médias des renseignements exacts et impartiaux qui favoriseront un sens du professionnalisme et de l'éthique par rapport au sensationnalisme sur les questions de PC.

Groupe D

Gouvernements locaux (élus et nommés)

Objectifs: Les dirigeants des gouvernements locaux ont une meilleure compréhension des questions de PC et commencent à développer des relations avec les leaders des PVVIH / PC.

Pour les résidents ruraux et périurbains, les dirigeants locaux - élus et / ou nommés - sont souvent la principale interface avec l'État. Avec plus de 100 sous-préfectures et des milliers de districts, de villages et de quartiers²², la gouvernance se fait le plus souvent au niveau local. Il y a aussi beaucoup de travail à faire avec les institutions locales de gouvernance dans les centres urbains de Guinée - en particulier Conakry, Nzérékoré et Kankan qui ont des concentrations élevées de travailleurs du sexe et où les HSH sont un peu plus identifiables et potentiellement organisés en groupes sociaux accessibles.

Les lois municipales peuvent comporter des pénalités et des restrictions supplémentaires liées aux PVVIH et aux PC, en particulier en ce qui concerne le travail sexuel. Les autorités locales ont souvent une large marge de manœuvre en ce qui concerne la mise en œuvre des lois et des politiques, le contrôle et l'influence sur le comportement des services de police locaux et l'établissement de politiques pour les établissements publics de soins de santé et d'autres organismes avec lesquels les PVVIH et PC interagissent régulièrement. En outre, une grande partie des approches visant à atteindre les populations clés se concentrera sur les points chauds et les zones où les clients des travailleurs du sexe se socialisent. Dans les zones minières et les grands centres urbains, les fonctionnaires locaux peuvent souvent jouer un rôle important pour s'assurer que l'environnement est propice aux activités de sensibilisation au VIH. L'inscription de ces fonctionnaires dans ce plan de plaidoyer s'appuiera sur le travail qui a déjà été fait historiquement pour renforcer les réponses locales au VIH à travers la Guinée grâce à un financement de la Banque mondiale.

La stratégie de plaidoyer proposée pour le travail avec le gouvernement local est composée de:

- 2 rencontres avec les maires / conseils de Conakry, Nzérékoré et Kankan (utilisez les Champions!)
- 2 rencontres avec des chefs de police locaux, des représentants du ministère de la Santé
- Participation visible des PC et des PVVIH aux réunions sur la gouvernance locale, les conférences
- 2 correspondances aux responsables de la gouvernance locale sur les questions liées aux PC et aux PVVIH

Les membres du Parlement

Objectifs: Au moins 10 membres du Parlement sont identifiés et recrutés comme alliés pour la réforme législative sur les questions de PC; Tous les parlementaires ont reçu des documents éducatifs sur les questions de PC au moins une fois par an.

Le but ultime est de modifier les lois qui criminalisent les actes consensuels de même sexe, le travail sexuel et la «transmission volontaire» du VIH, ainsi que les PC en tant que catégories protégées par la Constitution ou d'autres lois sur les droits civils. Par conséquent, le travail avec les parlementaires et le personnel parlementaire est essentiel. Cependant, étant donné le climat conservateur en Guinée sur les questions relatives aux PC, le changement d'attitude et l'action concrète des parlementaires peuvent être lents et rencontreront une forte opposition. Il s'agit évidemment d'une longue bataille qui doit être menée en coalition avec d'autres agents de changement social. Le code pénal guinéen est en cours de révision et des révisions supplémentaires peuvent être prévues dans les années à venir. Les organisations et alliés de PSI, des PC devraient former des alliances avec

²² Republic of Guinea, *Public Administration Profile* (Bureau Administration, Department of Economic and Social Affairs, October 2004).

des groupes comme l'OGDH, Amnesty International et d'autres qui sont actuellement et vont probablement faire partie des futures coalitions de la société civile engagées dans le changement progressif du code pénal guinéen.

La stratégie de plaidoyer proposée pour le travail avec les communicateurs traditionnels est composée de:

- Identifier de 10 à 15 membres du Parlement qui sont susceptibles d'être ouverts d'esprit sur les questions relatives aux PC.
- Organiser et participer à des réunions éducatives entre les représentants des PC et ces membres du Parlement.
- Identifier le personnel professionnel parlementaire qui joue un rôle dans l'aide et l'éducation des membres du Parlement et organiser des réunions éducatives sur les questions de PC.
- Assurer un suivi régulier et cohérent par le biais d'appels téléphoniques et d'envoi de matériel éducatif;
- Collaborer avec l'USAID ou d'autres gouvernements pour organiser des visites à l'étranger pour les membres du parlement et / ou du personnel parlementaire pour une large introduction aux droits de l'homme et les questions relatives au PC.

Juges et officiels de la Cour

Objectifs: Tous les juges du pays recevront, par courrier ou par la poste, une copie de la loi sur le VIH de 2000 et une note explicative; Un atelier pour les juges sera convoqué pour expliquer les lois relatives aux PC et l'évolution des tendances juridiques internationales.

Les juges doivent être non partisans et apolitiques. De plus, les juges sont influencés par l'évolution du droit international, dont la tendance est généralement vers une palette élargie de droits pour les LGBT et les PVVIH, ainsi que vers la décriminalisation et une plus grande protection pour les TS.

La stratégie de plaidoyer proposée pour le travail avec les juges et les fonctionnaires des tribunaux se compose de:

- Recherchez et identifiez 5 juges qui sont susceptibles d'être ouverts d'esprit sur les questions liées au PC et aux PVVIH.
- Organiser et participer à des réunions éducatives entre les représentants des PC / PVVIH et ces 5 juges.
- Envoi des mails ou messagerie (français), articles sur l'évolution des questions relatives aux PC et aux PVVIH dans les lois africaines internationales et nationales.
- Travailler avec l'USAID ou d'autres gouvernements ou des donateurs privés pour organiser des tournées à l'étranger pour les membres de la magistrature qui comprennent des réunions liées aux droits de l'homme, y compris les questions liées aux PC et aux PVVIH.

Groupe E

Communicateurs traditionnels

Objectif: Un dialogue est lancé avec les dirigeants nationaux des associations de communicateurs traditionnels pour commencer à développer des approches à la promotion des droits de l'homme pour les PC.

L'opposition au militantisme des droits sexuels en Guinée est souvent perçue comme une attaque contre la culture traditionnelle et encadrée par l'imposition de valeurs étrangères sur les traditions culturelles «indigènes». Les communicateurs traditionnels (les griots, par exemple) peuvent jouer un rôle important dans l'interprétation et l'historicisation de la sexualité diverse dans des contextes traditionnels. Les communicateurs traditionnels (griots, conteurs, etc.) ont apporté une contribution précieuse à la réponse Ebola, dans un environnement culturellement complexe et volatile. Ils peuvent être attirés par un travail similaire en ce qui concerne les droits de l'homme, l'intégration sociale et l'accès aux services VIH pour les PC. Les communicateurs traditionnels

peuvent placer des questions socialement complexes telles que le désir du même sexe, le travail du sexe et l'infection et la maladie liées au VIH dans des contextes historiques et culturels qui les rendent compréhensibles et acceptables.

La stratégie de plaidoyer proposée pour le travail avec les communicateurs traditionnels est composée de:

- 1 à 2 réunions annuelles avec l'association nationale des communicateurs traditionnels
- Inclusion des communicateurs traditionnels dans les événements publics liés aux PC en tant qu'exécutants rémunérés

Les leaders religieux et les communautés de foi

Objectif: *Un petit noyau de leaders religieux disposés à dialoguer sur les questions de PC identifiés et engagés; Les leaders religieux augmentent leur rôle dans la promotion des droits des PVVIH dans la communauté; Au moins un chef religieux rejoint le groupe des champions;*

Les dirigeants religieux sont susceptibles de s'engager dans des discussions sur les PVVIH, leurs droits et leur place dans la communauté. Cependant, ce groupe est de loin la cible de plaidoyer la plus difficile en ce qui a trait aux questions relatives aux TS et aux HSH. L'étude du PEW Charitable Trust sur les attitudes en Afrique a trouvé une corrélation forte entre la religiosité et le manque d'acceptation de l'homosexualité. Si le changement de connaissances, d'attitudes et de perceptions concernant les droits des PC et des PVVIH au sein de ce groupe aura probablement le plus d'impact, l'opposition au changement est redoutable. En fait, les faux pas des défenseurs pour promouvoir les droits parmi ce groupe peuvent inciter à des réactions dangereuses, à la violence et à des sanctions pénales encore plus sévères pour PC.

La stratégie de plaidoyer proposée pour le travail avec les leaders religieux se compose de:

- Suivi attentif des attitudes exprimées par les leaders religieux sur les questions liées aux PC et aux PVVIH. Être prêt à «reculer» et / ou ralentir les efforts de plaidoyer globaux si les leaders religieux agitent ou menacent la réponse
- Si et quand des leaders religieux progressistes sont identifiés, PSI devrait faciliter les rencontres entre ces leaders et les champions du PC.

Domaine 3: Plaidoyer en Action		
Secteur cible	Activites finances par FM(court term)	Activités à financer (court et moyen terme)
Forces de l'ordre	Atelier/Réunion/rencontre des gendarmes et militaires sur le stigma et droits humains des populations clés dans la riposte VIH AGUITEB (Faranah, Kankan)	
	Atelier/Réunion/rencontre à Conakry des gendarmes et militaires sur le stigma et droits humains des populations clés dans la riposte VIH; FMG + Champions	
	Atelier/rencontre police central et les force militaires sur le stigma et droits humains de PC dans la riposte VIH - FMG à Boké, Kindia, Labé et Mamou;	

	Atelier/Réunion/rencontre à l'Intérieur; des gendarmes et militaires sur le stigma et droits humains de PC dans la riposte VIH FMG Boké, Kindia, Labé et Mamou	
Jeunes	Atelier/rencontre des jeunes sur le stigma et droits humains des populations clés dans la riposte VIH; AGUITEB (Faranah et à Nzérékoré); Atelier/rencontre des jeunes sur le stigma et droits humains des populations clés dans la riposte VIH SOLTHIS + Champions CONAKRY et régions + Atelier/rencontre des jeunes sur le stigma et droits humains des Populations clés dans la riposte VIH; FMG a Boké, Kindia, Labé et Mamou	
Organisations de protection des droits humains		Rencontre et participation au forum des droits humains HCDH Conakry
Juristes et acteurs paralegaux	Atelier/rencontre des avocats et magistrats sur le stigma et droits humains des populations clés dans la riposte VIH SOLTHIS + champions (Conakry et régions)	Composer un dossier de principaux documents sur les récentes avancées juridiques et jurisprudence en Afrique concernant les droits des PVVIH et population clés Organiser des voyages d'études pour magistrats et juristes pour observer les bonnes pratiques dans d'autres pays concernant la protection des PVVIH et population clés
Medias	Réunion/rencontre des patrons de presse sur la stigmatisation, les droits humains des populations clés dans le contexte VIH; SOLTHIS + champions (Conakry); Atelier/rencontre des journalistes sur la stigmatisation et les droits humains des populations clés dans le contexte VIH; SOLTHIS + Champions (Conakry)	Publications périodiques de communiqués de presse sur les évolutions dans la sous-région concernant les droits des PVVIH et population clés (Journée Mondiale zéro Discrimination 1er mars/ Journée Mondiale

		des Droits Humains – 10 Décembre)
Elus locaux et fonctionnaires communaux/municipaux	<p>Atelier/rencontre des élus locaux sur la stigmatisation, les droits humains des populations clés dans le contexte VIH; AGUITEB Faranah, Kankan et Nzérékoré</p> <p>Atelier/Réunion/rencontre des élus locaux sur la stigmatisation, les droits humains des populations clés dans le contexte VIH: SOLTHIS + Champions à Conakry</p> <p>Atelier/rencontre des élus locaux sur la stigmatisation, les droits humains des populations clés dans le contexte VIH; FMG; + Champions Boké, Kindia, Labé et Mamou</p>	
Parlementaires	<p>Rencontres de concertation avec les parlementaires PSI AGUITEB + Champions (Conakry)</p>	<p>Organiser des voyages d'étude pour parlementaires Guinéens pour observer les bonnes pratiques dans les pays qui légifèrent en faveur d'une meilleure protection des PVVIH et population clés</p>
Communicateurs traditionnels	<p>Atelier/rencontre des communicateurs traditionnels sur la stigmatisation, les droits humains des populations clés dans le contexte VIH; SOLTHIS + champions (Conakry et régions)</p>	

PRINCIPALES QUESTIONS DE PLAIDOYER POUR LES PC ET LES PVVIH

Le fait de ne pas divulguer le statut VIH et la "transmission volontaire du VIH".

S'il est clair que l'objectif de la loi sur le VIH de 2009 était de fournir une base légale pour réduire la transmission du VIH et protéger les personnes séropositives, la version 2005 de l'Ordonnance et la version 2009 qui l'a remplacée prévoient des sanctions pénales en ce qui concerne le VIH qui sont des réponses inefficaces et préjudiciables à l'épidémie. Des sanctions pénales sévères visant les populations vulnérables, les personnes infectées par le VIH et le personnel soignant ne constituent pas des solutions efficaces²³.

Le gouvernement de Guinée devrait limiter la criminalisation aux cas de transmission intentionnelle, c'est-à-dire lorsqu'une personne connaît son statut positif pour le VIH, agit dans l'intention de transmettre le VIH et la transmet effectivement. L'étendue de l'application du droit pénal à la transmission du VIH n'a ni favorisé la justice pénale ni empêché la transmission du VIH²⁴. Plutôt que de représenter une stratégie efficace de lutte contre le VIH et de prévention, la criminalisation constitue plutôt un obstacle à l'adoption du service VIH²⁵. Les préservatifs peuvent ne pas être disponibles pour une rencontre donnée et certains clients peuvent refuser de les porter ou offrir des frais plus élevés aux travailleurs du sexe pour des actes sexuels pratiqués sans préservatif. Le besoin de survie peut se traduire par une travailleuse du sexe qui soupçonne ou sait qu'elle est positive, ayant des relations sexuelles non protégées avec un client, se présentant ainsi à une sanction pénale pour «transmission volontaire».

De même, pour les HSH, la peur de connaître leur statut et d'être exposés à une autre forme de criminalisation pour leur comportement sexuel déjà stigmatisé peut rendre beaucoup de gens réticents face aux tests de dépistage du VIH.

Le moyen le plus efficace de prévenir le VIH n'est pas de criminaliser sa transmission, mais d'éduquer tout le monde sur les méthodes de prévention, d'accroître l'accès aux tests et d'accroître la capacité de chaque adulte à faire des choix éclairés sur son comportement sexuel. La criminalisation de la transmission rend les TS et les HSH réticents à connaître leur séropositivité par crainte que leur comportement ne soit doublement criminalisé et double stigmatisé.

Travail sexuel: légalisation ou dépénalisation?

Lorsque la prostitution reste illégale, les travailleurs du sexe restent cachés et soupçonnés des efforts de sensibilisation de la santé publique et de la société civile.

L'évolution des lois relatives au travail du sexe est un dialogue politique complexe qui se déroule dans le monde et il existe d'importantes différences d'opinion entre les travailleurs du sexe, les défenseurs du travail du sexe et les groupes de défense des droits humains sur la meilleure façon d'utiliser le droit pour protéger les travailleurs du sexe de l'exploitation qui est commune de l'industrie. En général, les spécialistes des droits de l'homme et les défenseurs de la justice en matière de genre et la plupart des travailleurs du sexe demandent de plus en plus l'abolition des lois qui pénalisent les personnes qui offrent du sexe pour de l'argent²⁶. Quelques pays européens

²³ FMG and AFJG, p.20

²⁴ UNAIDS Policy Brief, Criminalization of HIV Transmission, retrieved from http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/jc1601_policy_brief_criminalization_long_en.pdf

²⁵ Mykhalovskiy E. The problem of "significant risk": exploring the public health impact of criminalizing HIV non-disclosure. *Soc Sci Med* 2011; **73**: 668–75

²⁶ New York Times, *To Discourage Prostitution, France Passes Bill That Penalizes Clients*. (April 6, 2016).

ont supprimé les sanctions pénales pour les travailleurs du sexe, mais pénalisent plutôt le client du travail du sexe.

L'Organisation mondiale de la santé, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Amnesty International pour le Réseau mondial de projets de travail sexuel, y compris des organisations africaines telles que l'Équipe d'éducation et de sensibilisation des travailleurs du sexe (SWEAT) en faveur de la décriminalisation complète du travail sexuel, arguant que dans les pays où elle a été mise en œuvre, les travailleuses et travailleurs sexuels sont moins vulnérables, peuvent bénéficier des protections prévues par les lois nationales et locales sur le travail (y compris la réglementation et la protection de la santé pour les travailleurs du sexe et les clients) l'accès aux services et les options pour quitter le travail du sexe, si elles choisissent.

Il existe toutefois d'importantes divergences d'opinions sur le point de savoir si l'approche la plus avantageuse serait la légalisation du travail sexuel - ce qui impliquerait l'enregistrement, la réglementation et les contrôles de santé des travailleuses et travailleurs sexuels - ou la décriminalisation, qui supprimerait les lois criminalisant toute personne impliquée ou engageant le travail sexuel. Les deux approches pourraient promouvoir les droits humains des travailleuses du sexe et les protéger de la discrimination, des abus et de la violence de la part de leurs clients, des communautés, des agents de la loi et des fournisseurs de soins de santé. La décriminalisation ou la légalisation du travail sexuel permet aux partenaires GdG et ONG de fournir plus facilement aux travailleurs du sexe et à leurs familles le soutien, les services et les ressources dont ils ont besoin pour protéger leur santé et prendre des décisions plus autonomes sur leur vie, de quitter complètement le travail sexuel. Cette discussion a déjà commencé en Guinée avec des articles sur l'avenir des lois sur le travail du sexe qui figurent dans un certain nombre de publications en ligne²⁷.

Les relations homosexuelles consensuelles entre adultes

Au niveau du droit international, les fondements de la protection contre la violence, y compris l'arrestation et la détention arbitraires, sont fondés dans de nombreuses constatations et décisions des organes conventionnels et des mécanismes de procédure spéciale²⁸. En particulier dans l'affaire *Toonen c. Australie*, qui s'appuie **sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel la Guinée est signataire**. Dans ce cas, le Comité des droits de l'homme a estimé que l'orientation sexuelle était incluse dans les dispositions antidiscriminatoires en tant que statut protégé par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP). Le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire a systématiquement mis en garde contre les États qui emprisonnent des personnes uniquement en raison de leur orientation sexuelle et / ou de leur identité de genre.

Au niveau des mécanismes régionaux et sous régionaux des droits de l'homme en Afrique, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a adopté en 2014 la résolution 275, condamnant la violence et la discrimination à l'encontre des personnes homosexuelles, lesbiennes, bissexuelles et transgenres. Un certain nombre de commissaires de cet auguste corps ont également exprimé leur profonde préoccupation quant à la légalité des lois anti-homosexualité dans la plupart des pays africains ou d'autres lois (vagabondage, hooliganisme, etc.) en vertu desquelles les HSH et d'autres personnes LGBT sont arrêtées.

La Constitution de la République de Guinée définit une série de libertés, de devoirs et de droits fondamentaux au titre II, articles 5 à 26. L'article 8 dispose que «nul ne peut être privilégié ou défavorisé en raison de son sexe, de sa race, de son origine ethnique, de sa langue, de ses croyances et de ses opinions politiques, philosophiques

27 Faut-il légaliser la prostitution en Guinée ? La question divise...2009-04-10 23:24:54Ahmadou I Diallo Guineepresse.info

28 OHCHR, *Born Free and Equal: Sexual Orientation and Gender Identity in International Human Rights Law*. New York and Geneva, 2012

ou religieuses »²⁹. Mais à mesure que l'histoire et les attitudes évoluent, il en va de même des lois. Le Code du travail, par exemple, a été élaboré pour interdire la discrimination fondée sur le statut sérologique, et la protection contre la discrimination dans les soins de santé et le logement sont intégrés dans la loi sur le VIH de 2009. Cependant, la loi guinéenne présente de nombreuses faiblesses en matière de protection contre la discrimination. ***L'inclusion des termes «SOSIE» et «état de santé» en tant que catégories protégées à l'article 8 contribuerait grandement à garantir les droits des Guinéens actuellement marginalisés.***

Dans le cadre de son travail avec les médias, les avocats et les membres du Parlement, PSI et ses partenaires devraient veiller à ce que des catégories supplémentaires d'expériences humaines telles que «orientation sexuelle et identité de genre» et «état de santé» soient inclus dans les nouvelles versions de la Constitution ou de la législation sur les droits civils qui pourraient émerger au cours des prochaines années.

²⁹ English version of Republic of Guinea 2010 Constitution retrieved from https://www.constituteproject.org/constitution/Guinea_2010.pdf?lang=en

Conclusion

Face aux nombreux défis auxquels la Guinée a été confrontée récemment, il peut sembler exigeant de demander aux dirigeants de l'État et de la société civile de s'attaquer à un ensemble supplémentaire de questions sociales complexes telles que les droits de la personne pour les LGBT, les TS et les PVVIH. Mais selon plusieurs acteurs - y compris l'ONU, le milieu universitaire et les organisations de justice sociale - la protection et la promotion des droits du PC et des PVVIH augmenteront l'accès et la prise en charge de la prévention, du traitement et des soins du VIH.

Le peuple de Guinée a résisté à de nombreuses tempêtes dans leur longue histoire. La crise du VIH a présenté un nouvel ensemble de défis, mais aussi des opportunités intéressantes pour bâtir une société multiculturelle, tolérante et diversifiée, engagée dans la justice de genre et l'inclusion sociale. La fourniture de services VIH pour le PC peut être un pont pour le changement social qui renforce la nation en s'attaquant à la privation de droits de certains de ses citoyens les plus marginalisés. Les défis sont grands, mais le risque d'échec est encore plus grand.

Les fausses dichotomies entre «droits contre religion» et «droits contre la culture traditionnelle» sont susceptibles de rester une source de conflit en Guinée. Les dirigeants de la pensée doivent façonner ces débats et s'appuyer sur la longue et riche histoire des droits de l'homme, de la citoyenneté et des protections pour les personnes vulnérables intégrées dans la culture traditionnelle africaine et dans l'islam lui-même. *Les dirigeants devront promouvoir un dialogue qui permette à la Guinée de respecter ses obligations internationales en matière de droits de l'homme tout en abordant des sujets sensibles susceptibles de susciter des conflits entre la perception de la religion et les droits.*

Les éléments les plus importants d'une stratégie efficace de plaidoyer sont peut-être la persévérance, la conviction que les attitudes même des opposants les plus stridents aux droits de l'homme pour les PC et les PVVIH peuvent être atténuées et la conviction qu'une nation plus juste où tous les Guinéens aient accès aux services dont ils ont besoin, est possible.

- 1. Annexe A. Rapport sur la situation des droits de l'homme en Guinée PC**
- 2. Annexe B. Traités internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme**
- 3. Annexe C. Analyse des médias PC de la Guinée**
- 4. Annexe D. Liste partielle des Organisations guinéenne des droits de l'homme**
- 5. Annexe E. Plans pour les réunions de plaidoyer**
- 6. Annexe F. Exemples de modules de formation**
- 7. Annexe G. Aider les communautés à adhérer aux organisations de services VIH qui travaillent avec les pc**

Annexe A. Rapport sur la situation des droits de l'homme en Guinée PC

Annexe B. Traités internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme

Guinea 2010 Constitution

https://www.constituteproject.org/constitution/Guinea_2010.pdf?lang=en

Universal Declaration of Human Rights (French)

<http://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/index.html>

International Covenant on Civil and Political Rights (French)

<http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CCPR.aspx>

International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (French)

<http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx>

African Charter on Human and Peoples' Rights (French)

<http://www.achpr.org/fr/instruments/achpr/>

African Protocol on the Rights of Women

<http://www.achpr.org/fr/instruments/achpr/>

African Commission Resolution 275 on Protection... on the basis of. Sexual Orientation or Gender Identity

<http://www.achpr.org/sessions/55th/resolutions/275/>

Annexe C. Analyse des médias PC de la Guinée

Annexe D. Liste partielle de l'Organisation guinéenne des droits de l'homme

Organisation	Adresses	Thématique
Centre du Commerce International pour le Développement (CECIDE)	BP : 3768, Conakry, Guinée, Tel : +224 662370853 Email : info@cecide. Org // Site web : www.cecide.org	Droit économique Développement durable
Organisation Guinéenne de Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen (OGDH)	B.P : 2476, Conakry Guinée Tel : +224 664239771 // 628399785 Email : ogdh2004@yahoo.fr	Droits de l'Homme- Gouvernance
Coordination Guinéenne du Forum des Organisations de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (FOSCAO/Guinée)		Démocratie Paix Droits Sociaux
Coalition Guinéenne des Organisations des Droits de l'Homme		Droits de l'Homme- Gouvernance
Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSC)	BP : 4001, Conakry Guinée Tel : +224 620584017 //657987362 Email : societecivile2002@yahoo.fr	Renforcement de capacité Toutes thématique portée par ses membres
Réseau Afrique Jeunesse de Guinée (RAJGUI)	Email : alphado2003@yahoo.fr //Tel : +224 628375600	Démocratie
Association Guinéenne pour la Transparence (AGT)	Email : mtaran2@yahoo.fr Tel : +224 628555899	Lutte contre la Corruption- Gouvernance
Coalition nationale pour la défense des Droits des Femmes (CONAG-DSF)	Email: coalitionguinee@yahoo.fr Tel : 224 631210026	Droit de la femme-Démocratie
Forum des ONG pour le Développement Durable	Email : forumguinee96@yahoo.fr	Lutte contre la corruption Développement Durable

Annexe E. Plans pour les réunions de plaidoyer

Avant la réunion

1. Être stratégique. Concentrez vos efforts sur les votes "swing" convaincants - le milieu mobile. Ne perdez pas votre temps sur les adversaires avoués de la question ou sur vos alliés connus (sauf pour dire merci.)
2. Organisez votre équipe. Rencontrez suffisamment les membres de votre délégation afin que chacun soit «sur la même page» et fasse les mêmes arguments. Divisez les arguments pour qu'il y ait peu ou pas de répétition (sauf pour les points que vous souhaitez souligner)
3. Savez-vous ce que votre «demander» est? Soyez prêt à l'état est clairement.
4. Préparer et emballer votre feuille de renseignements (avec vos coordonnées) et la documentation pertinente (p. Ex. Article de journal, rapport, photos, etc.)?
5. Êtes-vous prêt à réfuter les arguments de l'opposition?
6. Faites vos devoirs. Savoir si le législateur a pris une position sur la question avant ou si elle / il a des domaines particuliers d'intérêt ou de préoccupation.
7. Préparez-vous, une anecdote personnelle pour partager votre expérience avec un membre des PC ou des PVVIH? *Vos «faits tueurs» sont-ils prêts?*
8. Avez-vous quelques questions à poser?
9. Avez-vous apporté un «merci» ou un compliment à partager avec l'objectif de plaidoyer?
10. Y a-t-il un atelier, une formation ou un événement social de PC / PVVIH à venir auquel vous pourrez inviter l'objectif de plaidoyer?

La réunion

1. Rappelez-vous que les législateurs, la police, les journalistes et d'autres cibles potentielles de défense des droits sont des êtres humains. Commencez votre réunion avec un compliment, si possible. Être amical, poli et habiller respectueusement.
2. Ne jamais être en retard. C'est un signe de manque de respect qui sera rappelé.
3. Mettez votre plaidoyer demandé par écrit. Fournissez votre feuille de renseignements sur votre question à la cible de plaidoyer. Si ce n'est pas sur papier, il ne sera pas retenu.
4. Toute politique est locale. Venez armer d'informations sur la façon dont le problème affecte négativement les intérêts de la cible de la défense et pourquoi il / elle devrait prendre la position que vous préconisez.
5. Ne jamais mentir ou inventer des informations. Le plus grand renforcement d'un lobbyiste est sa crédibilité. Si vous n'avez pas les informations, dites-le clairement, puis fournir les informations rapidement dans une lettre, e-mail ou appel à leur personnel.
6. Le nombre et la diversité sont forts. Construisez des coalitions qui sont aussi larges et profondes que vous pouvez les faire. Indiquez le nombre de membres que vous avez dans le district du membre (si c'est important) et le nombre de groupes dans votre coalition.
7. Soyez un bon auditeur. Il vous aidera à vous faire aimer le législateur et vous donner des informations précieuses sur les vues du législateur et les préoccupations. Ne faites pas tout le parler; avoir une conversation.
8. Appuyez pour un engagement verbal ferme. Demandez à la cible de plaidoyer directement si elle / elle prendra l'action particulière que vous demandez.
9. Construire une relation. Rome n'a pas été construite en un jour. Essayez de connaître les législateurs et leur personnel. Recherchez des intérêts communs, des antécédents, etc. Les membres et le personnel sont plus susceptibles de vous rencontrer à nouveau et d'écouter votre point de vue s'ils savent qui vous êtes et ont un sentiment amical envers vous.
10. Dites merci. Toujours remercier la personne de prendre le temps de vous rencontrer et pour toutes les actions positives qu'ils prennent sur vos questions.
11. N'oubliez pas le personnel. Ce sont les yeux et les oreilles - et les portiers - pour leurs patrons.

Après la réunion

1. Prenez note de:
 - La date, l'heure et le lieu de la réunion
 - Les noms des personnes qui ont assisté à la réunion
 - Quelles informations avez-vous partagé avec la cible
 - Qu'est-ce fortement détenu croyances, l'expérience personnelle, sources de confiance, etc, que la cible de plaidoyer cité pour sauvegarder leur position / actions / votes
2. Avez-vous des informations supplémentaires à la cible de plaidoyer? Fournissez-le dès que vous le pouvez.
3. Envoyez une lettre de suivi, un e-mail ou une note.

Annexe F. Exemples de modules de formation

La conception de modules de formation efficaces n'est pas une opération de «chaudière». Chacun des secteurs cibles pour lesquels une formation officielle est proposée devra avoir sa propre conception de la formation élaborée par des experts sectoriels travaillant avec le directeur du plaidoyer de PSI et le personnel concerné de la RS. Chaque conception et matériel de formation pour les PC, les PVVIH et les secteurs cibles doit prendre en considération tous les aspects de la formation adaptée à l'apprentissage des adultes, y compris: évaluations communautaires, évaluation du public et de l'auditoire, contexte sociopolitique actuel, objectifs à court et à long terme, Des jours de formation, des principes d'apprentissage des adultes et de la méthodologie. Par exemple, les formations destinées aux membres du secteur cible qui ne sont pas membres du des PC doivent être brèves, et ne doivent jamais durer plus de 2 ou 3 jours, afin de conserver une attention portée aux centres d'attention. Mieux vaut, par exemple, faire deux formations de deux jours et demi, selon l'avis de ce consultant, qu'une formation de 5 jours qui interrompt le travail de prestation de services essentiels dont les participants potentiels à la formation sont responsables.

Les programmes de formation utilisés par d'autres organisations pour approfondir les connaissances et l'engagement en matière de PK dans les secteurs cibles proposés sont les suivants. **Si PSI et ses partenaires décident d'utiliser ou d'adapter les conceptions de formation ci-dessous, veuillez-vous assurer que les sources sont dûment créditées.**

Formation générale en matière de droits de la personne pour les travailleuses du sexe :

<http://www.leitnercenter.org/files/Publications/KESWA%20One-day%20Training.pdf>

Un excellent manuel de formation et de conception développé par la Kenya Sex Workers Alliance et le Centre Leitner pour le Centre international pour le droit et la justice à Fordham Law School

Formation générale sur la compétence culturelle pour travailler avec les HSH (et les LGBT)

http://www.cancer-network.org/downloads/best_practices.pdf

Le LGBT Cancer Network a élaboré un document fort et utile sur les pratiques exemplaires en matière de création et de prestation de formations culturelles LGBTQ pour les organismes de santé et de services sociaux. Bien que cela puisse être très utile pour les milieux de soins de santé, la compétence culturelle et la sensibilité sont à l'origine de toute la formation que PSI et ses partenaires feront.

Formation à l'application des lois sur les questions relatives aux PC / PVS :

https://www.ovcttac.gov/downloads/Trafficking/files/August_13_webinar.mp4

Cette session présente des exemples de collaborations fructueuses en matière d'application de la loi; Explique le chevauchement entre la traite des êtres humains, la violence familiale et les agressions sexuelles; Explore les moyens d'engager efficacement le système de justice et les intervenants de la collectivité et de maintenir la participation; Et examine des exemples de partenariats pour renforcer les capacités des organismes et améliorer l'identification des victimes.

<http://www.nswp.org/sites/nswp.org/files/Training%20Manual%20on%20Sex%20Work,%20HIV%20and%20Human%20Rights,%20ICRSE%20-%202015.pdf>

Développé par le Comité international des droits des travailleuses du sexe en Europe, le Manuel de travail sur le travail sexuel Le VIH et les droits de l'homme est un bon modèle pour la formation des agents de la force publique, des juges, du personnel judiciaire et des travailleurs de la santé

Formation des avocats et des parajuristes sur les questions touchant les PC / PVVIH :

<https://www.ovcttac.gov/views/TrainingMaterials/dspWebinars.cfm>

Cette séance, conçue pour les avocats représentant les victimes, donne un aperçu des lois sur les droits des victimes et identifie les problèmes communs auxquels les victimes sont confrontées lorsqu'elles sont obligées de naviguer dans le système de justice pénale. Meg Garvin, directrice générale du NCVLI et Rebecca Khalil, procureur du NCVLI, discutent de l'état des lois sur les droits des victimes à l'échelle nationale, identifient les étapes les plus courantes d'une procédure criminelle où les droits des victimes sont menacés et ciblent la façon dont le système et la collectivité Les défenseurs des victimes peuvent protéger ces droits

Formation des organisations de jeunes sur les questions des PC/PVVIH:

http://www.calfac.org/sites/main/files/file-attachments/safe_zone_manual.pdf

Safe Zone Ally Manuel de formation

Cet exercice interactif axé sur la jeunesse permet aux participants de faire l'expérience de ce que cela ressemble pour beaucoup de personnes LGBTQ qui ne savent pas si elles peuvent sortir sans danger.

<http://www.belongto.org/pro/page.aspx?contentid=7179>

LGBT, principalement axée sur les jeunes

Formation des tribunaux et des juges sur les questions de PC/PVVIH:

https://www.ovcttac.gov/downloads/Trafficking/files/Edited_recording_Webinar_5.mp4

Cette séance identifie les stratégies fondées sur les tribunaux pour répondre aux besoins des victimes de la traite et comprend le rôle et l'importance du leadership judiciaire et judiciaire dans l'élaboration d'une réponse à la traite des êtres humains; Explore les moyens d'engager efficacement le système de justice et les intervenants de la collectivité et de maintenir la participation; Et examine des exemples de partenariats pour renforcer les capacités des organismes et améliorer l'identification des victimes.

http://www.equityproject.org/wp-content/uploads/2015/01/Equity_Curriculum_Complete.pdf

Les services juridiques pour enfants (LSC) de San Francisco ont élaboré un excellent programme de formation pour comprendre la SOGIE et développer la compétence pour servir les jeunes lesbiennes, homosexuels, bisexuels et transgenres dans le système de justice pour mineurs.

Formation des Médias sur les questions de PC / PVVIH :

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/kenia/01699content.pdf>

Rapport sur le VIH / sida: Un guide pour les journalistes kényans élaboré par la Fondation Frederic Ebert Stiftung et la Coalition des professionnels de la santé mentale du Kenya pour aborder les présentations souvent salaces et scientifiquement inexactes des questions liées au VIH et aux PVVIH dans les médias et " l'objet".

http://ibt.org.uk/documents/reports/IPPF_IBT_HIV_STIGMA_final.pdf

Le VIH et la stigmatisation: le défi des médias

Plus d'un rapport de conclusions, qu'un programme de formation, Le but de ce rapport est d'explorer le rôle des médias au Swaziland dans la réduction de la stigmatisation liée au VIH.

<http://www.nswp.org/sites/nswp.org/files/Training%20Manual%20on%20Sex%20Work,%20HIV%20and%20Human%20Rights,%20ICRSE%20-%202015.pdf>

Manuel de formation sur le VIH, le travail du sexe et les droits de l'homme, produit par le Comité international sur les droits des travailleuses du sexe en Europe, mais pas pleinement axé sur les médias mais plein d'approches efficaces pour le plaidoyer et l'interprétation du droit et de la politique des droits de l'homme .

Formation du PC / PVS sur le travail avec les groupes cibles :

<http://esplerp.org/wp-content/uploads/2010/12/speakupmediatrainingmaterials.pdf>

Speak Up !: Formation médiatique pour le travailleur sexuel habilité, Matériel de formation Préparé par Audacia Ray et Eliyanna Kaiser en avril 2009. Un bon guide sur les relations avec les médias pour les travailleurs du sexe développé aux États-Unis mais utile en Guinée Avec adaptation.

<http://www.lgbtconsortium.org.uk/event/understanding-parliament-effective-engagement-government-leeds>

Comprendre le Parlement et l'engagement effectif avec le gouvernement (Leeds)

Un atelier interactif développé par le Consortium des organisations bénévoles et communautaires transgenres lesbiennes gay, bisexuelles et transgenres à Leeds, U.K.

Annexe G. Aider les communautés à adhérer aux organisations de services VIH qui travaillent avec les pc

Des groupes comme FMG, AGBEF et d'autres sont parmi les rares à fournir des services spécialisés et sensibles aux HSH et PS. Ils le font à grand risque pour leur bien-être personnel ainsi que pour les services qu'ils fournissent à d'autres communautés. Ils peuvent être confrontés à la colère des voisins qui les considèrent comme des personnes désagréables dans la région ou des leaders religieux et communautaires qui ne comprennent pas leurs motivations ou l'importance des services qu'ils fournissent aux groupes marginalisés. Le personnel de ces organisations est souvent stigmatisé ou se trouve en contradiction avec les leaders religieux et moraux au sein de la communauté.

Il est essentiel que les communautés comprennent le travail des organisations qui fournissent des services juridiques, de santé et autres aux HSH, aux PS et aux PVVIH. Il ne s'agit pas de promouvoir le comportement homosexuel ou la prostitution ou la promiscuité qui est souvent faussement associée au statut séropositif. Assurer la santé et la dignité humaine fondamentale de tous les individus et de la communauté dans son ensemble. Dans le même temps, les ONG travaillant avec des communautés marginalisées peuvent utiliser leur statut pour promouvoir le respect et la compréhension des groupes marginalisés, pour «pousser l'enveloppe» sur les questions de justice sociale lorsqu'elles trouvent le climat social et politique acceptable.

Annexe H. Participants à l'Atelier d'élaboration de la stratégie nationale de plaidoyer/Droit humains pour l'amélioration des résultats en matière de santé liés au VIH

Nom et Prenoms	Structure	Fonction	Contact
Diallo Maimouna	MSF/REGAP+	Resp de l'appui communautaire	628750820
Aissatou Oularé	REGAP+	Membre	622499002
Tolno Faya Benjamin	AGBEF	Responsable Suivi-Evaluation	628084229
Yacouba Sakho	AGBEF	Chargé de communication	628129462
Cécé Honomou	MAJ/AGBEF	Secrétaire Gle MAJ	623562990
Néné Bayo	MAJ/AGBEF	Présidente nationale MAJ	620466774
Dr Condé Aboubacar Sidiki	PSI/Guinée	Coordinateur Régional	624828146
Boubacar Biro Barry	AGUITEB	Président	628400307
Thierno Ahmadou Sow	Health-Focus	Chargé encadrement	622697809
Tory Koulibaly	AACG	Communication et relation exterieur	622021943
Magna Camara	REFIG	Responsable financier	623266600
Gassama Mohamed	REFIG	Membre	664525669
Mariame Diallo	AJFDG	Affaire sociale	657474875
Kankou Kourouma	AJFDG	membre	621961612
Fatoumata Doussou Camara	AJFDG	Présidente	622975485
Mamadou Gack	AAEC	Coordinateur	620798617
Ousmane Germain Camara	AAEC	Trésorier	620562317
Sylla Hassane	SE/CNLS	Communication	621666255
Dr Youla Aboubacar	SE/CNLS	Resp. Société civile	622206323
Adama Camara	SE/CNLS	Chef dept SC	624196251
Alpha Amadou Diallo	FMG	Chargé volet populations clés	622045257
Adama Hawa Bibi Diallo	OGDH	Chargé du genre	621183210
Stephane Dreze	MSF	Responsable plaidoyer	656555300
Abi Cisse	PSI/Guinée	Coordonnateur Adjointe Communication FM/VIH/TB	628684854
Barry Mamadou Bailo	PSI/Guinée	Coordonnateur Régional TB/VIH	624828145
Cary Alan Johnson	PSI/Guinée	Consultant international	91770822696
Haba Aimé Raphael	ABA/IED	Chargé de programme	622331925
Bah Fatoumata Binta	FMG	Point Focal VIH	628184613
Aboubacar Sidiki Kourouma	REGAP+	Vice-Président	622446410

